



Hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

2€

« L'anarchie est l'idéal qui condense
l'esprit du prolétariat. » José Guaman



EXPLOITEURS, HARCELEURS,
CYNIQUES, ARROGANTS...

Libérons-nous
des patrons !





À chacun son pèlerinage. Mitterrand avait sa roche de Solutré, Hollande, lui, c'est le site Arcelor-Mittal de Florange. L'année dernière, l'accueil avait été plutôt frais au milieu des sifflets et des huées. La semaine dernière, ça s'est mieux passé ; il faut dire qu'en plus d'être entré par la petite porte les autorités lui avaient bien préparé la visite : élus locaux triés sur le volet, ainsi que présence d'ouvriers « reclassés » soigneusement sélectionnés. François Hollande a donc pu tranquillement s'autocongratuler, rappelant que Mittal avait procédé à trente embauches en CDI (avec les sept millions d'euros de crédit d'impôt recherche qu'il a obtenus, il faudrait peut-être lui dire merci ?), annonçant le lancement d'une plate-forme publique de recherche avec promesse par l'État d'y injecter 20 millions d'euros (une promesse de plus), montrant un des hauts-fourneaux à l'arrêt, transformé en musée (et pourquoi pas en parc d'attraction pendant qu'on y est ?). La centaine de mécontents (eh oui, il y en avait) était soigneusement tenue à distance, ce qui a laissé tout loisir au chef de l'État d'affirmer haut et fort : « Toutes mes promesses ont été tenues. » C'est pourtant vrai qu'il a de l'humour, notre président !

Actualité

- L'exigence du combat de classe**, par G. Goutte, page 3
ZAD de Rouen : à Rémi, à la vie, par Virginie, page 4
Le cynisme patronal n'a pas de limites, par FA, page 5
Météo syndicale, par J.-P. Germain, page 6
Pour un affichage libre, par la Librairie l'Insoumise, page 7

International

- Croatie : à bas la répression politique**, par IFA, page 8
Mexique : notre douleur, notre rage, par IFA, page 10

Arguments

- Contre l'islamophobie et le racisme**, par Bali, page 11
Construire une autodéfense sociale efficace, par Paul, page 12

Entretien

- Mali : la guerre qui n'en finit pas**, par G. Baryin, page 14

À lire

- On lit Pas pleurer, et on pleure**, par D. Pinós, page 17
Une Histoire mondiale de l'anarchie, par F. Mintz, page 19
FN : attention, danger, par FPC, page 21

Illustrations

Krokaga

Tarifs

(hors-série inclus)

- 3 mois, 12 n^{os} hebdos, 1 n^o hors série
6 mois, 18 n^{os} hebdos, 2/3 n^{os} hors série
1 an, 35 n^{os} hebdos, 5/6 n^{os} hors série

France et étranger

- 25 €
 50 €
 75 €

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, abonnement annuel à 53 euros. Gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

L'exigence du combat de classe

LE PATRONAT a toujours eu une solide conscience de classe, contrairement au prolétariat qui, aujourd'hui, a largement perdu la sienne. Pour preuve, la semaine de mobilisation qu'organisent conjointement le Medef, la CGPME et diverses autres organisations patronales du 1^{er} au 5 décembre 2014. Manifestations, réunions publiques, grosse communication dans les médias et vers l'extérieur, ces entrepreneurs militants, parfaitement conscients de la réalité de la lutte des classes et désireux de garder l'avantage qu'ils y tiennent depuis longtemps, démontrent une fois de plus qu'ils savent se rassembler pour faire valoir leurs intérêts.

Le beurre, l'argent du beurre et le crémier

Leurs revendications ont le mérite d'être simples : amplifier les baisses de cotisations sociales et de charges fiscales, simplifier le Code du travail – bien sûr présenté comme rétrograde – et exiger la fin des pressions qui pèsent sur eux. Non, ce n'est pas une blague, juste du cynisme. Dans les discours

Les patrons n'ont jamais été des philanthropes, et la place même qu'ils occupent dans les rapports de production leur interdit tout humanisme.

affichés ces derniers jours, le patronat passe presque sous silence les dizaines de milliards d'euros de cadeaux fiscaux que le gouvernement de François Hollande leur a déjà offerts, depuis le crédit impôt pour la compétitivité et l'emploi de 2012 jusqu'au pacte de responsabilité de 2014. Ils font mine, aussi, d'avoir oublié la lèche permanente que leur fait Manuel Valls, depuis que ce sinistre sire trône au premier ministère. En outre, leurs discours savent également se faire ambigus pour brouiller les pistes et masquer le caractère lutte de classe de leur semaine d'action. Ainsi Pierre Gattaz, le grand roi du Medef, lance-t-il une adresse aux travailleurs, leur assurant qu'« un chef d'entreprise inquiet, ce sont aussi des salariés stressés »... On croirait rêver !

Passées sous silence, aussi, les révélations du *Parisien* sur les revenus des grands patrons (parfaitement représentés au sein du Medef). Dans son édition du 27 novembre 2014, le quotidien de l'avenue Michelet expliquait que dix-huit des cent vingt présidents des plus grandes entreprises françaises ont gagné en moyenne, en 2013, 4,76 millions d'euros (soit 240 fois le smic). L'an

passé, ils n'étaient pas dix-huit à atteindre ce plafond, mais treize. Et on vient nous parler de crise ? Parmi les grands gagnants, on a Arnaud Lagardère et ses 16,6 millions d'euros de revenus et Bernard Arnault et ses 11 millions... On pourra toujours me répliquer qu'il ne s'agit là que d'une centaine (quand même !) de patrons et qu'il faut penser aux milliers de chefs de petites ou très petites entreprises qui, eux, vivent mal et seraient pressurés par la fiscalité, les cotisations sociales et le Code du travail. Mais ce serait oublier que le problème posé par l'existence du patronat n'est pas seulement de l'ordre de l'inégalité économique. Car outre les différences de salaire (souvent réelles et conséquentes), il y a aussi, et surtout, le rapport social de domination et tout ce qu'il entraîne en termes de violences symboliques et potentiellement physiques (la soumission, les pressions, les harcèlements en tout genre, etc.). Un petit patron aura beau toucher un revenu dérisoire, il sera toujours le chef, le donneur d'ordre, celui qui a le pouvoir de décider, d'imposer, de licencier. Il sera toujours celui qui, par la coercition et la hiérarchie, retire aux travailleurs la capacité de penser et d'administrer eux-mêmes ce qu'ils produisent.

Nos intérêts ne sont pas les leurs

On pourrait bien sûr croire que ce ramdam argenté n'est que le caprice de gamins habitués à toujours tout avoir. Mais ça relève plutôt, en réalité, de la stratégie et d'une bonne connaissance des conditions du moment. Le patronat sait parfaitement qu'il peut obtenir

beaucoup de choses des socialistes au pouvoir et il compte simplement en profiter au maximum. Pourquoi ferait-il autrement ? Les patrons n'ont jamais été des philanthropes, et la place même qu'ils occupent dans les rapports de production leur interdit tout humanisme. Rien d'étonnant, donc, à ce que ces porcs défilent dans nos rues et blablatent à n'en plus finir de la nécessaire « libération de l'entreprise » (c'est le nom de leur campagne). La gauche qui s'émeut et qui s'indigne est une gauche qui croit encore, naïvement ou bêtement, qu'on peut construire une société viable et juste sur un système d'exploitation économique.

Pas question, néanmoins, de tomber dans le fatalisme. La mascarade patronale doit juste nous rappeler à tous et à toutes que nous vivons encore dans une société composée de classes qui n'ont absolument rien en commun. Les antagonismes inconciliables qui nous séparent en tant que classe prolétarienne du patronat exigent de nous une lutte permanente qu'on ne pourra mener si nous nous perdons dans les abysses individualistes (qui ne sont pas même un vecteur d'émancipation individuelle) ou dans des combats interclassistes qui nous font défiler avec nos exploités pour des revendications sociales ou écologistes qui, obtenues de la sorte, ne feront jamais que renforcer le capitalisme en nourrissant ses propres processus de restructuration.

Guillaume Goutte
Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste



* Déclaration de Pierre Gattaz (président du MEDEF) - Le Figaro.fr le 6 novembre 2014

ZAD à Rouen À Rémi, à la vie !



Virginie

Groupe de Rouen
de la Fédération anarchiste

ROUEN, 7 novembre 2014, scène de western. Vendredi, 4h30 du matin, les «forces de l'ordre» bouclent le centre-ville de Rouen. Elles sont venues avec pas moins de vingt cars de gardes mobiles, armés et casqués. Pourquoi un tel déploiement ?

Déloger quelque chose qui fait tache dans la ville bourgeoise : une ZAD installée par une quarantaine d'occupants en plein centre-ville, devant le palais de justice, rebaptisé «palais de justesse», et ce, depuis deux jours et deux nuits. Sur requête du maire «socialiste», le préfet, lui aussi agacé, paraît-il, a envoyé ses flics balancer des bombes lacrymogènes (au poivre, bien brûlant, s'il vous plaît!) et, sans ménagement, taper sur tous ceux et celles qui ne veulent pas bouger. Ensuite, ils délogent un militant perché dans une cabane sur un arbre, là, devant le palais de justice. Il sera embarqué et inculpé pour outrage, manifesté par sa seule présence sur les lieux. Un occupant qui filmait la scène s'entend dire par un policier : «Va mourir!» Les affaires personnelles (tentes, matériel...) seront détruites sans distinction.

Mais que faisaient ces gens, en pleine nuit, dans la rue ?

La manifestation de soutien organisée par les organisations traditionnelles, regroupées dans le Collectif des libertés fondamentales (CDLF), ne paraissait, aux yeux de beaucoup, pas à la hauteur pour dénoncer le meurtre de Rémi Fraisse, tué par la police, lors du rassemblement contre le barrage du Testet dans le Tarn. L'idée est alors apparue d'amener la ZAD à Rouen, dans le centre-ville, être visible, construire, poser des actes

et aller à la rencontre de la population. En quelques heures, des cabanes sont construites, une cantine, un atelier, un salon de discussions, des tentes sont montées, puis viendront les toilettes sèches, une cabane dans un arbre. Dès le lendemain, les lycéens nombreux se mobilisent et bloquent leur lycée. C'est festif, bourré d'énergie et de brassage de gens de toutes sortes, comme dans toutes les ZAD qui ont vu le jour ces dernières années. Ces «zones à défendre», comme à Notre-Dame-des-Landes ou au Testet, sont autant de lieux de résistance

Le capitalisme, qui n'arrive plus à s'imposer à tous par l'appât de la consommation, arme l'État pour demeurer coûte que coûte la seule alternative économique possible.

contre les grands projets capitalistes destructeurs et de lieux où se réinvente la vie. Une vie où priment l'humain, l'entraide, les échanges en dehors des rapports marchands et où de petites communautés tentent de vivre dans un plus grand respect de la nature, retrouvant des gestes simples pour construire des habitats, cultiver, se nourrir. Et puis, toutes sortes d'éléments créateurs de relations sans domination, réinventant les assemblées, les médias libres, les pratiques collectives, intégrant le poétique dans le vital, dans une lutte sociale qui se veut connectée aux autres, de No TAV aux Chiapas, en passant par les places Tahrir,

Maiden, Occupy Wall Street ou le quartier d'Exarchia à Athènes... Tout cela pourrait sembler idyllique, mais les limites des expériences alternatives sont bien là : «Comment vivre avec ses propres règles, fussent-elles plus justes, en société capitaliste? Comment essaimer pour ne pas s'enfermer et mourir sur place? Comment s'organiser et construire, alors que certains de ces projets semblent abandonnés, grâce au rapport de force installé, mais que la volonté d'occuper reste?» Il n'empêche, les ZAD valent le coup d'être connues, vécues et défendues, améliorées et réinventées, c'est le choix qu'ont fait ces occupants rouennais.

La police mutile et tue !

L'autre volet, bien sûr, c'est la violence. D'abord celle de l'État, prêt à tout pour honorer ses contrats avec les grandes entreprises destructrices que sont Vinci, EDF et compagnies. Prêt à envoyer des policiers suréquipés, n'hésitant pas à avoir recours aux armes de guerre, prétendues non létales, qui mutilent (trois manifestants ont perdu un œil suite à un tir de flashball en février dernier à Nantes) et qui tuent ! Rémi Fraisse, au Testet, après Vital Michalon, à Creys-Malville, lors d'une manifestation contre le surgénérateur nucléaire Superphénix, en 1977, est l'une des victimes de cet État policier. Le capitalisme, qui n'arrive plus à s'imposer à tous par l'appât de la consommation et la «fabrique du consentement» orchestrée par les médias, arme l'État pour demeurer coûte que coûte la seule alternative économique possible.

Rêveurs, bricoleurs de cabanes, mauvais consommateurs et mauvais producteurs, tenez-vous ! Cette extrême violence policière

est au cœur des ZAD, elle peut servir de détonateur et d'effet coagulateur des luttes. Mais elle n'en est jamais la fin. La violence est d'abord du côté de la police. Venir casqué ou masqué aujourd'hui dans une manifestation, c'est tout simplement sauver sa peau.

Porter la contestation dans la ville

Le petit texte d'appel rédigé le premier jour (voir ci-dessous) est intitulé « Ils tuent, occupons ! » et mentionne : « Nous ne revendiquons rien. » Cela peut paraître contradictoire, pour les gens habitués à demander l'amélioration de ceci, cela, l'annulation de telle ou telle mesure... en allant quémander auprès des élus et des représentants. Mais peut-on demander qu'il y ait une bonne police, une bonne justice, un bon capitalisme ? Alors qu'ils ne servent que pour entretenir cette société mortifère et inégalitaire, l'ordre établi sur une morale de guerre et de profit, au mépris de la vie ? Ne rien revendiquer, c'est remettre en cause la légitimité de ces élus et de leurs lois, c'est poser un acte politique fort qui pourrait être : un droit ne se quémande pas, il se prend.

Cette façon de se poser en dehors du champ revendicatif classique et de porter la radicalité dans la ville n'est certes pas du goût de l'État et des municipalités, mais pas non plus du goût des partis (y compris d'extrême gauche) et des syndicats majoritaires, qui ont vite fait d'emboîter le pas des médias pour désigner les « mauvais manifestants », associés à des « casseurs », alors qu'ils ne font que mettre en actes une autre vision du bonheur. Pour tous ceux-là, perdre le contrôle de ces mouvements est leur plus grande crainte : c'est pour cela que la ZAD de Rouen a été délogée, mais c'est aussi pour cela qu'il en repoussera de nouvelles. La colère n'a pas fini de s'étendre ! ZAD partout !

Texte diffusé sur la ZAD de Rouen

« Ils tuent, occupons ! Hier a eu lieu une marche en souvenir de Rémi Fraisse, assassiné par la police sur le site du projet de barrage à Sivens pour avoir donné corps à son refus. Malgré tous les efforts pour que rien ne se passe, nous ne nous laisserons pas intimider et nous continuerons à exprimer notre colère. Il y va de notre fidélité à Rémi, à nos luttes. Et de notre attachement à toutes les ZAD, à tous les lieux où ceux qui vivent ensemble se réapproprient leur existence et tentent d'inventer d'autres rapports au monde et au vivant. Face au palais de justice de Rouen, une cabane de palettes est apparue en cinq minutes. Nous servons des soupes chaudes. Un campement a vu le jour et nous comptons bien y rester. Nous ne revendiquons rien : c'est la possibilité même de lutter et d'envisager d'autres futurs qui est en jeu. Nous, premiers occupants, vous appelons à nous rejoindre pour discuter, élaborer la suite du mouvement, construire d'autres cabanes et manger un morceau. Un appel a déjà été lancé dans les lycées. Multiplions les actions partout où nous sommes. Montrons que, partout, d'autres mondes existent. Rendez-vous pour des assemblées tous les jours à 13 heures et 20 heures... Parlons-en. »

Le cynisme patronal n'a pas de limites



Du 1^{er} au 5 DÉCEMBRE prochains, le Medef, la CGPME et quelques autres organisations patronales appellent les entrepreneurs à se mobiliser dans la France entière pour « libérer l'entreprise ».

Les patrons ont compris qu'ils pouvaient attendre beaucoup du gouvernement en place, et ils ne comptent pas se contenter des 30 milliards d'euros de cadeaux fiscaux déjà engrangés suite au crédit impôt compétitivité emploi (CICE) de 2012 et au pacte de responsabilité de 2014. Ni, d'ailleurs, des avantages qu'ils tirent déjà de la flexi-sécurité instaurée comme mode de gestion du marché du travail par l'accord national interprofessionnel de 2013 (faciliter les licenciements pour faciliter les embauches, disent-ils...). Ils réclament donc désormais d'aller plus loin, pour obtenir davantage de baisse de cotisations et une simplification du Code du travail (dernier rempart à leurs abus).

Cette mobilisation d'ampleur, comble du cynisme d'enfants gâtés et pourris, s'inscrit plus largement dans une campagne politico-médiatique qui, depuis des mois, nous assène sur les ondes, les écrans et dans les journaux que les patrons seraient les victimes

de l'injustice des lois sociales aujourd'hui en vigueur. Et tandis qu'ils geignent, trouvant des échos favorables dans les médias bourgeois, ils ne tiennent pas les promesses faites et maintes fois renouvelées, à savoir la création d'un million d'emplois en échange de ce qu'ils ont déjà obtenu en matière de cadeaux fiscaux. De fait, le chômage ne cesse d'augmenter, franchissant désormais le cap des 3 400 000 demandeurs d'emploi.

Nous, anarchistes, ne croyons de toute façon pas en leur politique du plein-emploi, qui n'est jamais qu'un leurre, un mirage destiné à nous faire accepter les conditions de l'exploitation économique et l'oppressante morale basée sur le travail. Dans l'immédiat, nous considérons comme impératif de défendre les derniers acquis sociaux et de construire des luttes pour en obtenir de nouveaux. Rien n'est jamais acquis dans la lutte des classes, et celle-ci demeurera tant que nous ne nous serons pas débarrassés des patrons parasites qui créent et administrent la misère sociale en captant les richesses produites par les travailleurs.

Fédération anarchiste

27 novembre 2014

CHRONIQUES DE LA GUERRE SOCIALE

Mort de Rémi Fraisse, la suite Lu dans *Le Parisien* : si l'on en croit l'avocat du gendarme mobile ayant lancé la grenade offensive qui a mis fin à la vie de Rémi Fraisse, il y a apparemment pire qu'être tué, c'est d'être le tueur. On apprend ainsi que le « malheureux » gendarme subit une « pression émotionnelle importante... et est pris en charge par une cellule psychologique ». Le pauvre ! On apprend aussi « qu'il lui a fallu du temps pour comprendre que la grenade qu'il avait lancée avait probablement causé la mort d'un jeune homme de 21 ans ». Il lui a fallu du temps pour comprendre ? Il est un peu lourd, le gars. Que la grenade avait probablement... Ah bon ? Il en est toujours pas sûr ? Et son avocat de renchérir : « Le gendarme n'est ni coupable ni responsable, mais il était présent et c'est sa grenade qui a tué Rémi Fraisse. » Bon, ben voilà, on tient le coupable : qu'on foute la paix à ce brave gendarme et qu'on inculpe donc la grenade.

Vive l'anarchie !

Vu dans *L'Humanité* et son supplément « Spécial Salon du livre et de la presse jeunesse », cette sélection surprenante : « Vive l'anarchie ! Graines de nanars... petit guide pour apprendre le refus d'obéir au doigt et à l'œil, la liberté de prendre la mauvaise direction, de fêter les monstres plutôt que les princes charmants, de faire du bruit plutôt que de se taire. L'anti-manuel des enfants sages, un bréviaire pour futures graines d'anarchistes à mettre entre toutes les mains, histoire de révolutionner la vie, dès son plus jeune âge. » Ben, mon colon, y a plus qu'à espérer que les grands enfants qui composent le comité central du PCF lisent cet ouvrage pour en extraire et apprécier toute la substantifique moelle (à l'approche de Noël on peut toujours rêver).

Violences faites aux femmes

216 000 victimes. Non, ce n'est ni en Irak, ni en Syrie, ni au Kurdistan, ni... Non, c'est en France et il s'agit des femmes victimes des violences commises par leur partenaire chaque année. Oui, en France, patrie des droits de l'homme et du citoyen. Pour les droits de la femme et de la citoyenne, encore un peu de patience.

Rénovation, la suite

Après son logement de fonction, son bureau de travail. Nous savons tous que travailler dans un cadre agréable a une influence certaine sur le rendement. C'est

Météo syndicale



« **HOLLANDE VEUT** un contrat de travail unique pourvu qu'il soit précaire, le Medef envisage de descendre dans la rue contre la loi qui prend en compte la pénibilité du travail, les deux unis entreprennent ensemble de détruire les prud'hommes, la représentation syndicale ouverte par les seuils sociaux. Ils ont torpillé de concert les allocations familiales avant de s'en prendre aux indemnités des chômeurs qu'ils présentent comme responsables de leur non-emploi. Le tout sur baisse permanente des salaires et des pensions. Le CCN n'a pas pu débattre de rien, et surtout pas de la riposte indispensable. La fonction et la crédibilité de notre syndicalisme sont ainsi mises en cause. » Voici un exemple de ce qui s'écrivait il y a quelques semaines de manière interne à la CGT. Depuis, ça se précipite ! Tout d'abord la question non posée au grand jour : qui fait le service d'ordre dans les manif du Medef ? Batre le pavé pour libérer les entreprises, briser les chaînes qui les entravent et ouvrir grand les portes au capitalisme pour des exstases supérieures ! Mieux que les manif pour « défendre la famille », mais dans la même veine. Mais qui dit manifestations dit risques de débordements, de contre-manifestations, bref de désordres sur la voie publique ! Les CRS et autres auront-ils tapé avec mansuétude sur les militantes et militants du Medef ? Plein de choses que vous saurez peut-être quand vous lirez ce *Monde libertaire*.

Sinon, au niveau de la grande bâtisse de Montreuil, les langues se délient et on trouve ça et là des « fuites ». Ainsi : « Voilà des mois que nous disons qu'en ce moment les contradictions internes à la CGT ne reflètent pas des contradictions

de classe comme le rêvent certains, mais des querelles de factions pour avoir les postes et pour en croquer. Car le système politique et social français est basé sur la multiplication jusqu'à l'écoeurement des institutions dites paritaires (mutuelles, formation professionnelle, conseils économiques et sociaux...) qui en plus se démultiplient avec les lois de décentralisation ! Et là, débats courtois, fauteuils confortables, défraîchements copieux, bien loin de la lutte des classes on copine avec l'ennemi. C'est cela qui se développe en ce moment dans la CGT, et ce n'est que l'aboutissement de l'abandon, depuis bien longtemps, des références de classe de notre confédération. On est passé au syndicalisme d'accompagnement conflictuel, au rituel de la rodomontade qui ne fait qu'accompagner l'impuissance et le laisser faire. »

Celles et ceux qui militaient syndicalement déjà il y a quelques dizaines d'années sont dans la perplexité... De cette tempête médiatique autour de la CGT en particulier et du syndicalisme en général que peut-il sortir de bien pour le monde du travail ?

Dialogue social, seuils sociaux, halte à l'embrouille ! Le Medef veut passer le syndicalisme au Kärcher ! Exemple à Amiens où le PDG de Titan renonce à racheter Goodyear « à cause des lois françaises ». Trouverons-nous la solution dans la hotte du père Noël ? Les victoires syndicalistes se trouvent dans les luttes et leur coordination.

Jean-Pierre Germain
Groupe *Salvaor-Seguí*
de la Fédération anarchiste

Pour un affichage libre

ce qu'a dû se dire le secrétaire général de la CGT, qui, avant d'aménager dans son bureau, l'a fait quelque peu aménager pour la modique somme de 62 000 euros dont 21 588 euros pour uniquement renouveler le mobilier. Doit pas fréquenter les mêmes magasins que nous, ou alors il s'est fait arnaquer. Mais tout cela n'est pas grave, ce n'est jamais que les cotisations des adhérents que ça concerne, et puis comme disait Thierry Lepaon lui-même sur France Inter à propos de son logement : « Les gens s'en foutent. » Bon, ben s'il le dit...

Réseaux sociaux et new tech

Ordinateurs, téléphones mobiles, Facebook, Google... Autant d'espions à domicile. Comme la langue (d'après Esopo), Internet est la meilleure et la pire des choses. Nous pouvons nous connecter avec la Terre entière, mais la Terre entière peut nous espionner. La Terre entière? Surtout certains sites qui s'intéressent à nos données personnelles. Le flicage politique ne suffit pas, il fallait bien évidemment marchandiser tout ça. C'est que le marché des données personnelles est sacrément juteux; le « tracking » nous poursuit partout: ordi, mobiles, cartes de crédit, passes multiples... Big Brother nous regarde, nous surveille et nous cible en consommateurs potentiels que nous sommes (lire à ce sujet *Le Monde libertaire* hors-série n° 58). Du coup, un autre business émerge: la protection de notre vie privée. Un symposium lui sera consacré à partir du 8 décembre. Dans les années 1970, une publicité bancaire annonçait: « Votre argent m'intéresse. » Aujourd'hui, ce n'est plus assez; c'est notre vie, nos émotions, nos désirs qu'ils veulent connaître. Pour notre bien? Dis-moi ce qui t'intéresse, je te dirai ce que tu dois consommer. Finalement, c'est toujours notre argent qui les intéresse.

International, mais chez nous, c'est pareil

Au Portugal, l'ancien Premier ministre José Socrates, socialiste (je pouffe!), est mis en examen: fraude fiscale, corruption, blanchiment d'argent... Consternation chez les Portugais. C'est ce même individu qui les appelait à accepter les lourds sacrifices imposés par FMI, BCE, Troïka et consorts. C'est pas chez nous qu'on serait « consternés »: fraude fiscale, corruption... Nos politiciens nous le répètent sur tous les tons, les yeux dans les yeux, pas de ça chez nous. L'exception culturelle sans doute.

Si YVON ROBERT et ses adjoints apprenaient que des dissidents chinois avaient recouvert les murs de Pékin d'affiches contre la dictature, on peut supposer qu'ils s'en réjouiraient et s'indigneraient de la répression qui forcément s'ensuivrait. Mais si d'aventure, les libertaires de la librairie l'Insoumise apposent quelques affichettes dans leur quartier, pour informer les gens d'un festival de films documentaires ou d'une animation culturelle, Yvon Robert et ses adjoints s'empressent d'envoyer leur police municipale porter plainte contre eux! D'autres colleurs auraient aussi été poursuivis...

Vouloir faire condamner les militants politiques ou associatifs est digne de régimes totalitaires ou du moins autoritaires et indigne d'une démocratie mais ça ne semble pas les déranger, ils n'en ont même pas honte! Pourtant, les valeurs républicaines, les libertés démocratiques, ils en ont plein la bouche, mais ce ne sont que des mots creux qui font jolis dans leur propagande électorale, pas question qu'on puisse les mettre en actes!

Aux citoyens qui s'étonnent de voir des dizaines de millions d'euros d'argent public versées aux partis politiques, Yvon Robert et ses amis politiciens expliquent doctement que c'est le coût de la démocratie, le prix à payer pour que vive le débat politique. Mais quand la mairie décolle les affiches apposées ça et là (ce que d'ailleurs la plupart des citoyens lambda n'a jamais demandé) ils trouvent que c'est un coût insupportable pour les contribuables! Deux poids, deux mesures!

Mais pourquoi en débattre, puisqu'Yvon Robert et son bureau municipal ont l'argument censé clore toute discussion: les affiches salissent! C'est de la pollution visuelle! Et depuis quand les idées sont-elles sales? Depuis quand l'information culturelle et politique pollue-t-elle? Et ces « responsables », qui assènent ces énormités et nous font la leçon comme à des petits enfants irresponsables (ce n'est pas bien de coller des affiches, ça coûte des sous et ça salit) osent se dire humanistes!

Au fait, le Parti socialiste n'a-t-il jamais collé la moindre affiche?

Et en plus, de quoi se plaignent-ils, en quoi un peu de papier couleurs collé sur un mobilier urbain, gris et laid, serait-il salissant? Ça ne le rend pas plutôt plus gai, et ne met pas un peu de vivant dans des rues quelquefois bien tristes, montrant que la vie culturelle et politique existe. Que cherchent-ils, le silence des pantoufles?

D'ailleurs c'est bien connu, l'air qu'on respire à Rouen est des plus pur, les trottoirs exempts de toute salissure et déjection! Et à chaque carrefour, pas de danger de tomber sur une sucette publicitaire, vantant souvent des produits pour la plupart hors de portée de la bourse du passant moyen et contenant parfois des images obscènes et dégradantes pour les femmes. Et puis ce n'est pas comme si les associations et mouvements politiques réclamaient depuis des années davantage de panneaux d'affichage libre et que rien n'ait été fait...

Avec leurs faibles moyens, les Ami-e-s de la librairie l'Insoumise sont fiers de défendre cette valeur universelle qu'est la liberté d'expression et continueront à la faire vivre avec un peu de colle et de papier par, entre autres, l'affichage libre!

Les ami-e-s de la librairie l'Insoumise

128, Rue Saint-Hilaire, 76000 Rouen

Article 19 de la Déclaration des droits de l'homme du 10 décembre 1948

« Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit. »

Rijeka (Croatie)

À bas la répression politique

Deux camarades – Zorana et Eugen, de MASA (Rijeka) – sont ciblés par l'État pour leur activité politique et leur participation à des manifestations sociales contre l'austérité qui ont eu lieu en 2013. Après l'une des manifestations (celle du 3 janvier 2013), ils ont été attaqués par des policiers en civil, arrêtés et maltraités au poste de police. Ils sont accusés d'avoir attaqué la police (alors que ce sont eux qui se sont fait attaquer par la police), ce qui peut entraîner des peines de prison. Ils ont besoin de notre soutien ! Diffusez l'information (contacter l'IFA ou la FAO), suivez les mises à jour, parlez de la criminalisation de la protestation sociale et organisez des actions de solidarité ! La solidarité est notre arme !



Fédération pour l'anarchisme organisé

Internationale des Fédérations anarchistes

NOUS PUBLIONS une interview exclusive avec des camarades de Rijeka – Zorana et Eugen – qui militent dans le groupe autonome Masa (Réseau anarchiste, Rijeka), membre de la Fédération pour l'anarchisme organisé (FAO).

Internationale des Fédérations anarchistes (IFA) : Quel était le but des protestations le 3 janvier 2013 à Rijeka ?

Zorana et Eugen : Les protestations sociales visaient à empêcher la poursuite de la privatisation des biens publics, et de ce qui nous appartient de droit comme aller dans les bois, sur les îles, à la plage ou boire de l'eau potable, etc. Que tout cela reste disponible pour tout le monde, pas seulement pour les propriétaires privés et leurs clients.

IFA : Pourquoi êtes-vous poursuivis par le bureau du procureur de Rijeka et de quoi êtes-vous accusés ?

Z. et E. : Nous sommes poursuivis pour coercition sur un fonctionnaire (Zorana et Eugen) et pour avoir provoqué des blessures graves à un agent de police – un doigt cassé (Eugen). C'est la version officielle, mais on nous fait payer pour la protestation, en faisant de notre affaire un exemple évident de la criminalisation de la protestation. En outre, l'accusation est mensongère, car la coercition a été utilisée exactement dans la direction opposée (des policiers contre nous), et ce, en opposition avec tous leurs protocoles, et le doigt cassé de l'agent est la preuve de la force avec laquelle nous avons été séparés et ligotés.

IFA : Quelle sanction risquez-vous en cas de perte du procès ?

Z. et E. : Deux ans de probation pour Zorana, huit mois de prison pour Eugen.

IFA : Quelles preuves ont-ils contre vous ?

Z. et E. : Les déclarations des policiers et des

témoins civils, qui sont victimes de chantage de la police après avoir assisté à l'attaque de la police et essayé de s'échapper.

IFA : Sur quoi est basée votre défense et que s'est-il réellement passé ?

Z. et E. : La défense est basée sur le fait que nous ne pouvions pas savoir qu'ils s'agissaient de policiers, car ils ne se sont pas légalement présentés et identifiés. Les déclarations de la police et des témoins civils, qui auraient vu la présentation de policiers avant l'attaque contre nous, peuvent être réfutées par 10 à 15 personnes. Ce qui est également important, c'est que les agents de police ont empêché les prises de vue. Les gens essayaient de prendre des images avec les téléphones et les appareils photo et ils ont refusé de donner leur numéro de matricule. Il y a deux poids deux mesures.

IFA : À quel genre de violence policière avez-vous été confrontés lors de la manifestation et immédiatement après ?

Z. et E. : Lorsque la manifestation a commencé à se disperser, la police était sur le côté supérieur de la ville afin d'attraper les gens jugés criminels, comme nous l'avons appris au poste de police quand nous y avons été conduits. L'attaque a commencé sur nous à la fin de la manifestation quand nous sommes allés dans un café à proximité pour boire un verre. Ensuite, une personne, qui ressemblait à un hooligan, a d'abord attaqué Eugen par-derrière, déchirant sa veste, ne demandant pas une carte d'identité comme il l'a prétendu plus tard. Toute l'histoire se poursuit devant le café. Eugen est allé avec des inconnus dans une direction inconnue, et la police est arrivée en uniforme et a sauté au cou d'Eugen. Zorana s'est aussi retrouvée au sol. Nous avons été piétinés, séparé, attachés avec des menottes et emmenés de force au poste de police de Rijeka. Au poste de police, la violence psychologique s'est poursuivie avec une garde à vue de six heures. Après nous avoir demandé nos cartes d'identité, ils nous ont dit que nous avons été arrêtés pour avoir troublé la paix publique. Nous avons été relâchés et nous avons été accueillis par des amis et des camarades qui ont attendu tout le temps en solidarité face à la gare. Les jours suivants, la pression a continué par la provocation, la surveillance, le harcèlement des amis et voisins, comme cela se poursuit aujourd'hui. Ce que nous devons également mentionner, c'est que le journal local dans un article sur l'incident (Novi List) a complètement supprimé les déclarations de Zorana qui a été meurtrie et psychologiquement maltraitée pendant la garde à vue (avec, entre autres, l'offre de l'inspecteur de « le sucer »).

IFA : Comment comprendre la plainte par le bureau du procureur municipal de Rijeka ?

Z. et E. : C'est dans le prolongement de la pression (après la violence physique) de la justice, devant laquelle ils essaient de nous faire passer pour des criminels et des voyous sans cervelle, complètement étrangers aux raisons de la protestation sociale.

IFA : Êtes-vous, suite aux protestations et aux poursuites, victimes d'autre type de pressions au travail ou dans la vie privée ?

Z. et E. : Bien sûr, comme nous l'avons dit, la pression a continué avec des moyens formels et informels, les provocations, la surveillance, les visites aux voisins, les pressions sur les témoins, et diverses méthodes dans le but de briser la volonté et d'imposer un sentiment de peur et d'incertitude.

IFA : Depuis tous ces problèmes, quel est l'impact sur votre vie privée ?

Z. et E. : Ah, nous gérons une grande quantité de stress et de conflits interpersonnels,

qui à la fin peut être canalisée dans plus de colère envers l'injustice sociale. Mais ce qui est important, c'est que nos relations sont devenues encore plus fortes. Tout cela a abouti à une plus grande détermination dans notre travail social et la conviction que nous agissons correctement.

IFA : Que pensez-vous de la criminalisation de la protestation sociale pour l'avenir des luttes sociales à Rijeka, en Croatie, et à l'étranger ?

Z. et E. : Les prochaines manifestations devront être déterminées, face aux politiciens, aux magnats et leur police. Ce qui signifie que la nouvelle génération de jeunes gens devra avoir plus de détermination pour protéger son droit d'exister, d'exprimer ses opinions et sa liberté d'action.

IFA : Comment les gens peuvent, en Croatie, en Slovénie ou ailleurs, vous aider et que cette aide n'aille pas dans le sens de l'humanitarisme mais dans celui de la solidarité politique ?

Z. et E. : Ne pas permettre ces cas de violence policière et les dénoncer, en parler, surtout quand vous commencez à entendre que nous sommes toujours en procès. Bien entendu, les choses ne s'arrêtent jamais, parce qu'il y aura des actions de collègues, amis et familles, au niveau régional et au-delà, qui viseront à faire pression sur le gouvernement, le pouvoir judiciaire et la police jusqu'à la fin de cette chasse aux sorcières dont nous sommes victimes en tant que militants sociaux avec une longue expérience de la lutte. Vous devez toujours souligner que la violence de la police n'est pas une « bavure » – c'est leur travail. L'État a le monopole de la violence, ce qui signifie qu'il est légitime quand il « frappe » et, quand les gens se défendent ou osent se battre, c'est un crime.

IFA : Avez-vous quelque chose à dire à la fin pour tous ceux qui lisent cette interview ?

Z. et E. : Oui, ne pas baisser la tête, ils voudraient nous priver de la parole, de la santé, du bonheur et en général de nos vies. Ce sont des gens comme nous, et ils manquent de légitimité et, évidemment, de la confiance des larges masses, comme nous le voyons par le taux de participation aux dernières élections aux comités locaux (auxquelles n'ont pas participé 90 % de la population), pour ne pas mentionner ce que la majorité ressent quand elle voit « la sécurité et la confiance » (inscription sur les véhicules de police). Merci à tous ceux qui croient que nous sommes ensemble dans ce combat, sans vous il serait difficile de continuer.

F.A.O.

Le provisoire qui dure

Trente ans que les Restos du cœur existent. Pour l'occasion, le Premier ministre, Manuel Valls, et quelques autres ministres de son gouvernement se sont rendus dans les locaux parisiens de l'association pour saluer l'action des 70 000 bénévoles œuvrant à travers tout le pays. Dans les hautes sphères, personne n'a l'air de se poser trop la question du pourquoi ces Restos, créés par Coluche pour une période qui se voulait courte, dure depuis si longtemps et connaît même un « succès » grandissant. Encore plus de pauvres et précaires d'année en année, quand les riches deviennent de plus en plus riches. À quand une société qui partage également temps de travail et richesses produites ? Pour nos pseudo-socialistes, le sens de l'histoire a une fâcheuse tendance à avancer d'un pas et reculer de deux.

Emprunts russes, le retour

Rien à voir avec les fameux emprunts russes d'avant-guerre (la « grande », celle de 14-18). Cette fois-ci il, est question de l'emprunt sollicité par le Front national auprès d'une banque russe (enfin, tchèque à la base ; c'est toujours compliqué ces histoires de fric qui circule plus facilement que les humains) : la First Czech Russian Bank. Mince alors ! Et la préférence nationale, Marine ? Quand même, elle nous le dit, la main sur le cœur : « J'aurais préféré emprunter à une banque française... mais on m'interdit de le faire, ça pose un vrai problème démocratique. » Oups, fric, FN, démocratie... On a dû louper un épisode. Pas grave, on se repassera le film en replay, on comprendra mieux la prochaine fois.



Ayotzinapa (Mexique)

Notre douleur, notre **rage**



Et, MAINTENANT, comment faire pour continuer à avancer dans cette nouvelle étape? Depuis le 26 septembre 2014, le Mexique se voit tel qu'il est et le monde à nouveau découvre une réalité que l'on ne peut plus cacher et qui s'est révélée de la façon la plus terrible qui soit. Iguala est le lieu où le Mexique de douleur et de mort ne peut plus ignorer sa réalité, c'est le lieu qui a rempli le monde entier d'indignation, c'est le lieu où le secret muet s'est converti en un cri de douleur et de rage. Quarante-trois étudiants disparus, trois étudiants assassinés. Tous assassinés et disparus à Iguala, tous assassinés et disparus par l'État. Tous assassinés et disparus par le pacte d'impunité qui lie la classe politique.

Mais, désormais, il ne suffit plus de parler d'impunité, car les institutions qui auraient dû exercer la justice non seulement ne le font pas mais elles se protègent elles-mêmes de leurs propres délits; en réalité nous sommes devant un système qui trouve toujours comment et qui punit, de façon exemplaire et spectaculaire (coupable ou innocent), afin de pouvoir garder intacts le grand commerce de la corruption et les structures brutales du pouvoir qui maintiennent le pays entier submergé par la violence.

Au Mexique, ce n'est pas le système qui est corrompu, c'est la corruption qui est le système. Ce n'est pas qu'il y a de plus en plus de « vides » de l'État, mais c'est que ce qui apparaît comme des « vides » est en réalité plein de la nouvelle mutation de l'État mexicain: le Narco-État. Le couple Abarca (qui dirigeait jusqu'alors Iguala) est une terrifiante démonstration du lien entre le gouvernement et le crime organisé, mais le pire c'est que ce n'est pas le seul ni le pire exemple, c'est précisément un exemple de ce que sont devenues les institu-

tions du Mexique. À Iguala, les 43 étudiants d'Ayotzinapa sont également la terrible preuve que les actions du Narco-État sont contre-insurrectionnelles, qu'elles cherchent la criminalisation des luttes, qu'elles cherchent à contrôler par la terreur, qu'elles cherchent le génocide de l'espoir.

Dans ce Mexique brisé, « sécurité » signifie « vivre terrorisé », entouré de militaires et policiers, surveillé en permanence. Dans ce Mexique brisé, les appareils des droits de l'homme sont utilisés pour s'assurer que les véritables agresseurs échappent à la justice et puissent continuer à aggraver.

Dans ce Mexique brisé, l'ex-maire d'Iguala, José Luis Abarca, est accusé de nombreux délits, mais pas de celui qui entraînerait la reconnaissance de la responsabilité de l'État, celui de disparition forcée.

Dans ce Mexique brisé, María de los Angeles Pineda est maintenue aux arrêts pendant quarante jours et Noemi Berrument Rodriguez, protectrice du couple accusé, est laissée en liberté, tandis que ceux qui s'opposent au système, ceux qui défendent la terre, ceux qui exigent justice, ceux qui se solidarisent avec les familles des 43 étudiants disparus par l'État, ceux qui éclatent d'indignation, sont immédiatement emprisonnés.

Dans ce Mexique brisé, le pouvoir se scandalise lorsque quelqu'un brûle une porte en bois, tandis que pour les centaines de milliers de morts, les centaines de milliers de disparus, les centaines de milliers de déplacés, il n'y a que des montages médiatiques, de longs procès bureaucratiques, de fausses condoléances, mais jamais de justice.

Le message derrière la façon dont tout a été fait à Iguala, derrière les milliers de morts et de

disparus dans tout le Mexique, c'est qu'aucune vie n'a de valeur, et que, depuis ces « nouvelles institutions », la façon de gouverner c'est désormais la mort.

Pour toutes ces raisons, après que le monde ait espéré, par une enquête rigoureuse une réponse quant à la situation des 43 normaliens disparus, il est indigne et douloureux de constater que les enquêteurs aient montré non seulement leur incompétence, mais également un impressionnant manque du minimum de respect envers les familles des victimes et, à travers elles, envers toute la société, car leur unique objectif est de biaiser les enquêtes afin d'occulter la vérité.

L'indignation a grandi, a débordé les places, croissant semaine après semaine. Les manifestations, les actions, les grèves démontrent que, malgré les mensonges, les montages, les calomnies et les tromperies de la part du « gouvernement mexicain », toujours absent lorsqu'il s'agit de donner des réponses, le peuple mexicain et d'autres parties du monde ont fait leur slogan : « Vivants ils les ont pris, vivants nous les voulons ». Dans de nombreux endroits, aussi bien au Mexique qu'à l'extérieur du pays, des étapes importantes ont été franchies rapidement vers de nouveaux cris qui résonnent : « Nous ne vous croyons pas » ; « C'est un coup de l'État » ; « C'est bon, j'en ai marre » ; « Nous sommes tous Ayotzinapa ».

À Iguala, la logique politique est devenue visible, celle qui a fait que, dans notre pays, 180 000 morts nous font mal et que nous continuons d'attendre plus de 20 000 disparus. Aujourd'hui, nous rejoignons la rage active des pères et des mères des étudiants disparus, aujourd'hui nous leur disons que nous attendons que les 43 reviennent, que nous ne croyons pas à la farce par laquelle ils espèrent balayer cette indignation et cette rage générale. Ayotzinapa est le début de quelque chose qui grandit dans les salles de classe et dans les rues.

Ces dernières semaines, un mouvement qui clairement identifie qui ils sont est en train de naître. Dans ce nouveau processus, la peur est en train de reculer, il devient impossible de rester simple spectateur et cela ouvre la possibilité de se demander comment faire pour que notre énergie sociale parvienne à ouvrir une voie qui permette à la société, depuis le bas, d'imposer au gouvernement la vérité avec toutes ses conséquences. Comment continuer à avancer dans cette nouvelle étape ?

Ayotzinapa ne fait pas seulement mal au Mexique, c'est le monde entier qui a mal.

Internationale des Fédérations anarchistes

Autres signataires à consulter ici :

Contre l'islamophobie, contre le racisme



L'ISLAMOPHOBIE est l'hostilité systématique à l'égard des musulmans. Ce n'est pas la «saine critique des religions». Le terme existe depuis au moins 1910, mais il a surtout connu du succès ces dernières années. Aujourd'hui, le sens général et honnête qui lui est donné est : «haine ou attitude systématique à l'égard des personnes supposément ou réellement musulmanes». C'est à peu près la définition donnée par Le Petit Robert, le Conseil de l'Europe et le Collectif contre l'islamophobie en France.

Le terme est aussi dévoyé par différentes personnes. D'une part par fascistes et racistes, qui se cachent derrière une prétendue critique de la religion pour en réalité attaquer les musulmans. D'autre part par des musulmans pour empêcher toute critique de leur religion.

L'islamophobie existe et est un racisme différent du racisme anti-Arabe. Rappelons, à toutes fins utiles, que tous les Arabes ne sont pas musulmans – et vice versa – et que les deux premiers pays en nombre de musulmans (l'Indonésie et le Pakistan) ne sont pas des pays arabes. Donc, il existe un racisme spécifique contre les musulmans qui ne vise pas les Arabes et inversement. En effet, il n'y a qu'à voir les déclarations de dirigeants du Front national, par exemple, qui n'ont rien contre les Arabes (du moins c'est ce qu'ils disent), mais qui trouvent que les «prières de rue musulmanes sont une occupation» ou des organisations comme Riposte laïque (qui, malgré son nom, n'est pas laïque, mais ouvertement islamophobe) qui détestent les Blancs

convertis à l'islam et adorent les Arabes non musulmans. Ou encore quand tout un tas de groupuscules néofascistes et néonazis organisent des manifestations pour les chrétiens d'Orient, qui ne sont pas blancs pour un sou. À l'inverse, nombre de racistes détestent les Arabes, peu importe leur religion.

Il y a plusieurs raisons qui font que nous devons employer le terme «islamophobie» pour parler du racisme spécifique que subissent les musulmans. Et ce, même si, de prime abord, il peut ne pas sembler très bon. La première est que c'est le terme qui s'est imposé parmi les musulmans eux-mêmes pour parler du racisme spécifique qu'ils subissent. Et, si nous sommes du côté des opprimés, alors nous devons employer leur vocabulaire. Par exemple, le terme «antisémitisme» n'est pas juste au sens strict non plus (vu que tous les sémites ne sont pas juifs et que tous les juifs ne sont pas sémites), mais c'est le terme qui s'est imposé et qui est utilisé par l'immense majorité des juifs pour parler du racisme spécifique qu'ils subissent. En outre, ce n'est pas parce que ce terme est galvaudé et manipulé qu'il ne faut plus l'employer. Pour revenir sur l'exemple des juifs, nombre de défenseurs de l'État d'Israël assimilent toute critique de sa politique à de l'antisémitisme, pour autant nous ne devons pas cesser d'employer le terme antisémitisme et combattre les amalgames.

Ensuite, cette «phobie» existe vraiment, quand on se balade sur le site de Riposte laïque, on voit bien qu'on a affaire à quelque

chose qui relève plus de la pathologie, de la peur irrationnelle que de l'opinion politique.

Enfin, il faut faire attention à notre façon de traiter la religion musulmane. Il serait stupide, ou malhonnête, de ne pas voir que l'islam n'a pas la même place dans la société française que le christianisme, par exemple. Et qu'une critique envers une religion n'a pas le même sens ni les mêmes effets quand elle émane d'un (ex ou non) membre de cette religion (ou assimilé comme tel) que de quelqu'un ouvertement extérieur.

Ce serait une grande victoire des islamophobes que de voir que nous sommes tombés dans leur piège. En effet, depuis quelque temps, les islamophobes de différentes chapelles tentent de dissimuler le fait qu'ils ne sont ni plus ni moins que des racistes et font passer leur haine pour des idées progressistes, comme le féminisme ou la laïcité. Ce serait leur faire trop plaisir que de tomber dans leur piège grossier. Nous savons que les Le Pen, identitaires et compagnies n'ont rien à foutre des droits des femmes et que leur laïcité est très chrétienne. Nous sommes anarchistes et révolutionnaires, nous serons toujours du côté des opprimés. Pour paraphraser Malatesta, nous, anarchistes, ne voulons pas émanciper les opprimés, nous voulons que les opprimés se libèrent eux-mêmes.

Bali

Groupe Regard noir de la FA

Construire une **autodéfense** sociale efficace



Paul

*Groupe Regard noir
de la Fédération anarchiste*

LE MEURTRE RÉCENT de Rémi Fraisse, la gestion médiatique et la répression des contestations qui ont suivi continuent de susciter indignation et révolte. L'attitude de l'État vis-à-vis de ce meurtre dont il est responsable est lourde de sens et nous oblige, nous anarchistes, à rappeler quelques fondamentaux sur la violence d'État. D'une part, pour ne pas soutenir la propagande qui voudrait comparer des violences qui n'ont ni les mêmes causes ni les mêmes effets, d'autre part pour esquisser des propositions d'actions collectives qui puissent ne pas se jeter dans la répression habile de l'État et ainsi construire une autodéfense efficace.

Violence sociale, violence de classe

Il est évident que, si l'on veut parler de violence sociale, il faut d'abord s'intéresser à celle du pouvoir, car c'est lui qui la fixe et la régleme contre le peuple. En outre, c'est la violence du pouvoir qui entraîne toutes les autres violences sociales. Cette violence se caractérise dans le quotidien du plus grand nombre : travail précaire, salaires misérables, chômage, une instruction sans moyens, lien social détruit par les projets urbains, solidarité

enrayée par la propagande individualiste du pouvoir. Peu importe à quel niveau nous vivons ces oppressions quotidiennes, nous formons du fait de cette oppression la classe dominée. Violence donc de classe, pensée par et pour la classe dominante afin de protéger son vol quotidien de nos richesses. Pour que cette oppression de la minorité sur la majorité puisse se faire, l'État et le pouvoir ont besoin d'outils de propagande et de répression. La propagande d'État consiste toujours à diviser ceux qu'il exploite lui-même, pour empêcher à la source toute contestation. La répression quant à elle se manifeste dès lors que la propagande ne suffit plus, c'est-à-dire quand une partie des exploités rompt plus ou moins fortement avec l'oppression qu'on lui applique.

Violence révolutionnaire

Lorsque les exploités décident, d'une manière ou d'une autre, de rompre avec leur exploitation, il s'agit d'une violence révolutionnaire qui naît de la volonté d'abolir la première. C'est à ce niveau que les deux classes sociales – dominante contre dominée – rentrent en conflit du fait de leurs intérêts antagoniques et ouvrent ainsi le théâtre de la lutte des

classes. La violence révolutionnaire, ce n'est donc pas une violence en soi, sur le plan éthique. C'est une violence contre le pouvoir de l'État et du capitalisme et une tentative de libération des opprimés. Il n'y a donc pas de forme spécifique à cette violence et, le plus souvent, elle n'a rien à voir avec la violence physique.

La prise en charge de cette violence par les opprimés eux-mêmes a conduit depuis l'avènement du capitalisme à la construction de structures (organisations révolutionnaires et syndicats principalement) permettant de la soutenir et de la rendre plus forte, plus efficace. Il s'agit d'organiser les violences révolutionnaires pour que, cessant d'être des manifestations éparées de la lutte des classes, elles deviennent des mouvements populaires massifs capables de construire une autonomie durable vis-à-vis de l'État et du capitalisme, et donc en définitive de provoquer leur chute. Chaque lutte sociale fait partie de ce processus et chacune d'entre elles est une défaite potentielle pour le pouvoir. Ce dernier a donc recourt à ses outils répressifs pour faire taire ces luttes : la deuxième violence du pouvoir apparaît.



Violence répressive

Nous l'avons dit, le pouvoir se sert aussi bien de sa propagande que de la répression. En fait, la division par l'État de ceux qui doivent se battre contre lui est une sorte de violence préventive. Quand elle ne suffit pas, la violence purement répressive et donc physique survient, organisée et menée par la police, la gendarmerie ainsi qu'une multitude de milices de sûretés (dans les transports, dans certains quartiers, des agents de sécurité privée). Dans le cadre des luttes sociales, cette violence répressive n'a pas nécessairement pour but d'écraser la contestation, mais de la contenir assez pour la laisser s'essouffler. Selon le caractère et les revendications des luttes, la répression est plus ou moins forte, mais elle reste physique. Dans ce domaine, la police et la gendarmerie sont évidemment bien plus équipées et entraînées que ne peuvent l'être les opprimés. Cette supériorité est la raison pour laquelle toute violence dans le cadre d'une lutte est avant tout le fait de la répression. Réagir à cette répression, la combattre, l'empêcher est une obligation pour la victoire des luttes sociales. Il ne s'agit plus de violence révolutionnaire, mais d'un simple acte d'autodéfense.

Les formes de l'autodéfense

Quelle que soit la façon dont l'autodéfense des luttes sociales se manifeste, elle reste calibrée sur le niveau de répression fixé par le pouvoir. Les formes de l'autodéfense sont donc des éléments tactiques qui ne peuvent être laissés à la spontanéité d'un mouvement social. Il est nécessaire de penser collectivement l'autodéfense pour lui donner des formes pertinentes et efficaces. Le « niveau de violence » de l'autodéfense

importe peu tant qu'il assure la protection du mouvement social. Il faut donc veiller à ce qu'une légitime autodéfense ne soit pas au final vecteur d'encore plus de répression. On comprendra donc aussi bien l'importance de l'autodéfense comme principe politique que la difficulté de la mettre en place de façon victorieuse.

Cette autodéfense, particulièrement lorsqu'elle s'exprime dans des manifestations par un affrontement – même minime – avec les forces de l'ordre est déformée par le pouvoir comme la violence principale. Dans la langue de l'État et du capital, l'autodéfense des exploités constitue la principale violence sociale qui vient mettre en danger l'ordre public – ce même ordre qui constitue en réalité la première et la plus forte de toutes les violences sociales. Ainsi, comme nous l'avons vu récemment (dans les ZAD du Testet ou de Notre-Dame-des-Landes), le pouvoir institue une division factice entre violents et non-violents, dans le but de diviser les protestations sur leurs tactiques plutôt que sur leurs revendications.

Violence et non-violence : division digérée ?

Avant de voir comment dépasser cette division instituée par le pouvoir lui-même, voyons pourquoi elle n'a pas de sens. Nous l'avons dit, rompre avec la domination du pouvoir constitue une violence en soi. Ainsi, que cette violence s'exprime par des actions pacifiques ou brutales, la cause reste la même et il s'agit pour le pouvoir d'une violence à son encontre. Plus même, la cohabitation au sein d'un mouvement de multiples formes d'actions réunies au sein d'un même objectif accentue la violence faite au pouvoir en l'obligeant à mesurer sa répression en fonction des actions, ce qui complique la

logistique des forces de l'ordre ainsi que le traitement médiatique.

Cependant, ce que nous observons actuellement, c'est que la fracture entre soi-disant violents et non-violents semble trop souvent digérée. Et pour cause : le pouvoir n'a même plus besoin d'utiliser cette propagande puisqu'au sein des mouvements (au Testet comme à NDDL, mais également lors du mouvement contre la réforme des retraites en 2010) la division s'opère directement. Le plus souvent, ce sont lesdits non-violents qui provoquent cette division, et le plus souvent également lesdits violents se replient sur leurs pratiques et tentent de les imposer au mouvement entier. En réalité, l'attitude obtus des deux camps résulte d'une digestion entière de la division et pas d'une opposition de fond entre les pratiques.

Sur le fond, les non-violents enclins à dénoncer les violents font le jeu du pouvoir en premier. Ils oublient la violence institutionnelle mère de toutes les autres ou en tout la renvoient sur le même plan que les tactiques violentes. Rappelons donc que la désobéissance civile comme la pratique de l'émeute sont des actes de violence en soi contre le pouvoir et également d'autodéfense. Il s'agit de définir collectivement au sein du mouvement, en fonction du niveau de répression, le niveau offensif des actions et de l'autodéfense.

Cette définition collective de la diversité des formes d'actions, c'est ce qu'on appelle la diversité tactique, et c'est précisément ce principe qui doit guider nos modes d'actions, afin que nos tactiques qui sont autant de doigts forment un poing solide contre le pouvoir.

P.

La guerre qui n'en finit pas

Entretien avec Gael Baryin

Propos recueillis par Pierre Sommermeyer pour Le Monde libertaire

IL Y A PEU, un ami m'a donné un livre, un petit livre sur ce pays dont le nom revient sans cesse aux oreilles des Français. Vous connaissez le Nord-Mali. Évidemment pas ! Le Mali existe, pas de doute là-dessus. Ce pays a un nord et un sud. Pas de contestation. Donner à la partie septentrionale un nom propre est à la fois une façon de dire « attention problème ! » et d'en souligner la sujétion. C'est un raccourci terrible qui arrange beaucoup de monde. Ce petit livre, *Dans les mâchoires du chacal*, a pour sous-titre *Mes amis touaregs en guerre au Nord-Mali 1*. Par l'intermédiaire de cet ami, j'ai eu l'occasion de rencontrer son auteur, Gael Baryin, et de lui poser quelques questions.

Le Monde libertaire : Tu n'es pas un professionnel, spécialiste de la question, ni universitaire ni journaliste. Peux-tu nous rappeler, en quelques mots, ce que tu racontes d'ailleurs au début de ton livre, comment tu as été amené à rencontrer les Touaregs ?

Gael Baryin : Parti en Afrique vers l'âge de 20 ans en voiture avec un ami, nous nous sommes égarés dans le Sahara... Ça a été un moment disons assez éprouvant. C'était en 1978. Après avoir retrouvé notre route par un hasard presque miraculeux, les premiers êtres humains

que nous avons croisés étaient des nomades touaregs. Nous passâmes quelques jours avec eux. À force d'y retourner régulièrement, j'ai fini par considérer ce bout de désert à l'extrême nord du Mali, la région de Kidal, comme mon second pays.

Réduire ce conflit à quelques signes facilement identifiables (activités, modes de vie, couleurs de peau), c'est passer à côté de ses causes.

M. L. : Semaine après semaine l'actualité nous rappelle qu'une guerre de basse intensité se passe dans cette région du monde. Un soldat français meurt dans tel ou tel massif. Un leader djihadiste apparaît, puis disparaît. Personne ne comprend plus rien à ce jeu d'ombres. Avec toi, essayons de faire, aujourd'hui, le point sur la question. Peux-tu nous éclairer sur la ou les formes d'islam pratiquées par les populations du désert ?

G.B. : La question n'est pas tant celle de la forme que prend l'islam local – il est traditionnellement sunnite modéré – que pourquoi, à un moment donné de leur histoire, certains combattants touaregs ont adopté une forme d'islam radical qui leur était encore inconnue il y a deux ou trois ans, ont pu combattre en son nom. Il faut considérer le conflit au nord du Mali comme un conflit multidimensionnel à plusieurs niveaux de lectures qui s'interpénètrent, ce qui le rend si difficile à comprendre d'ici.

M. L. : Nous reviendrons plus loin sur cette attirance pour ce type de radicalisme qui est partagé dans beaucoup d'autres endroits. J'aimerais que tu nous dises dans quelle mesure, en arrière-plan, il n'y aurait pas un antagonisme archaïque, que l'on retrouve bien ailleurs, entre nomade et sédentaire.

G. B. : Non, pas du tout. Les conflits entre nomades et sédentaires, portant essentiellement sur la gestion des terres et l'accès à l'eau, se gèrent depuis des siècles par des systèmes internes de négociations. L'une des dimensions – mais de loin pas la seule – du conflit est poli-

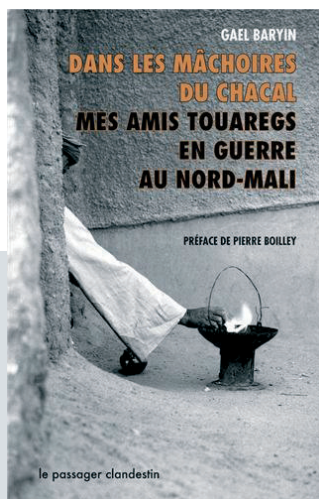
tique, entre un sud qui détient les outils du pouvoir et un nord, autant nomade « blanc » (Touaregs, Arabes) que sédentaire « noir » (Songhaïs, Peulhs) qui se sent oublié, économiquement, culturellement et politiquement. La frontière tracée en avril 2012 entre l'Azawad (la moitié nord) et le Mali (la moitié sud) passait très en dessous de Douentza, englobant numériquement parlant beaucoup plus de sédentaires que de nomades. Réduire ce conflit à quelques signes facilement identifiables (activités, modes de vie, couleurs de peau), c'est passer à côté de ses causes.

M. L. : L'antagonisme sédentaire-nomade s'exprime la plupart du temps, plus ou moins violemment du côté des sédentaires, comme c'est le cas en France vis-à-vis des Roms qui ne sont plus, pour la plupart, des nomades mais le restent dans l'imaginaire social. Dans le cas du Mali, cela a-t-il une existence dans les rapports du pouvoir du sud avec le nord ?

G. B. : Il y a de toute évidence de part et d'autre un racisme réparti de façon homogène du nord au sud, mais basé sur des considérations différentes. Il est à la fois social et culturel. Il n'est pas particulièrement lié au nomadisme en lui-même, en tant que mode de vie, mais plutôt axé sur des pratiques sociales et culturelles qui sont objet de mépris d'un côté comme de l'autre.

M. L. : Je ne pense pas que l'inimitié archaïque entre sédentaires et nomades relève du racisme. Mais cela peut faire l'objet d'un autre débat. Ta description rapide et pertinente du Nord-Mali démontre que l'image que nous avons d'un nord homogène ethniquement est fautive. Peut-on en déduire que tous les Touaregs ne sont pas nomades, et que les Peulhs, connus pour leurs activités de pasteurs, nomadisent en suivant leurs troupeaux ? Les Songhaïs, pour ce que j'en sais, seraient plutôt agriculteurs, donc sédentaires par obligation. Au milieu du XVIII^e siècle, un théoricien suisse du droit international, Emer de Vattel, avançait qu'une terre qui n'est pas cultivée est libre de droit. Il créa le concept de *Terra nullius* qui permit par exemple aux Britanniques de conquérir à leur profit l'Australie puisqu'elle était vide.

G. B. : Plus l'on monte vers le nord, plus le



Gael Baryin, *Dans les mâchoires du chacal : mes amis touaregs en guerre au Nord-Mali*, Le Passager clandestin, 2014, 96 pages.

nomadisme est majoritaire. Ceci est directement lié aux conditions environnementales : plus l'on remonte vers le désert, moins il y a d'eau et de pluies, et donc de maraîchage. Les Touaregs au Mali ne se présentent pas en bloc homogène, pas plus que les autres groupes sociaux du nord d'ailleurs. Il y a des différences notables entre par exemple ceux de Kidal et ceux de Gao ou de Ménaka, y compris jusque dans la langue. «Touaregs» est une appellation exogène. Ils s'autodésignent comme Kel Tamasheq : «Ceux qui parlent la langue». Ils se divisent en plusieurs sous-groupes (tribus, fractions) qui, selon le contexte, le moment ou l'enjeu du conflit, peuvent aussi bien être alliés qu'être adversaires. Rien que pour la seule région de Kidal, on trouve ainsi des dizaines de tribus/fractions qui peuvent à un moment ou à un autre entrer en concurrence. Et au sein même de ces fractions, des individualités peuvent s'inscrire dans des stratégies de concurrence. L'une d'elles, mais pas n'importe laquelle et pas pour n'importe quelle raison, a choisi d'utiliser l'islamisme radical comme étendard en novembre 2011. Si on ne comprend pas à la fois qui et pourquoi, toute lecture du conflit devient pratiquement impossible.

M. L. : Avant de revenir aux racines du conflit qui pourrait cette partie de la planète, peux-tu nous décrire l'articulation sociale entre Touaregs, Peuhls et Songhaïs et donc nous expliquer pourquoi il ne semble pas y avoir conflit là ?

G. B. : Sans oublier les tribus arabes : Berabichs, Lemhars, Kountas, qui jouent un grand rôle dans la question. Il y a bien sûr des conflits entre Touaregs et Songhaïs ou entre Arabes et Peuhls, mais ces conflits peuvent prendre plusieurs formes selon les moments : ils peuvent parfois opposer par exemple Arabes contre Touaregs, ou d'autres fois prendre une tournure plus sociale en opposant une alliance temporaire de «grandes» tribus arabes et touarègues contre leurs «petites» tribus respectives, elles aussi alliées pour la circonstance. On sort alors du conflit tribal pour entrer dans un conflit politique entre acteurs à statuts sociaux différents. C'est une autre des dimensions qui rendent cette guerre si compliquée à comprendre de France. Une de plus. Prenons le MNLA (Mouvement national pour la libération de l'Azawad) par exemple, un mouvement politique armé très majoritairement touareg. Son vice-président, Djéry Maïga, est Songhaï. Lors de la prise de Gao par le MNLA début 2012, avant que le Mujao djihadiste l'en déloge par les armes, les Songhaïs ont réactivé une milice d'auto-défense créée en 1995, le Ganda Koy («les maîtres de la terre») qu'ils ont renommée Ganda Iso («les fils de la terre»). Eh bien, dans cette milice on trouve également des Touaregs. Difficile, dans ces conditions, de vouloir absolument isoler et énoncer des déterminants qui viendraient expliquer, dans leur grande simplicité, la raison des choses.



M. L. : Les choses sont encore plus compliquées pour les Français parce que, dans leur cas, l'imaginaire joue un rôle important. Pour eux, le Nord-Mali fait partie de ce Sahara mythique où la personne du père de Foucauld joue un rôle important. C'est un désert, où il n'y a personne, traversé par des hommes bleus sur leur chameaux. La complexité de ce que tu décris nous échappe complètement.

G. B. : En fait, ce qui rend les choses en apparence si compliquées, c'est que j'essaie de les exposer dans une «pensée d'ici» qui porte ses propres concepts et systèmes classificatoires. Sur place, c'est beaucoup plus simple, parce tout le monde partage peu ou prou les mêmes référents et évolue dans un contexte communautaire où toutes ces questions, que nous nous pouvons différencier en discontinuités catégorielles (ce qui relève spécifiquement du tribal, du social, du politique, de l'histoire, de la culture), sont vécues comme relevant d'un seul registre où se diluent instantanément toutes les contradictions ou aberrations qu'on pourrait y lire. C'est juste un problème d'altérité : comment l'autre doit-il s'y prendre pour devenir lisible et compréhensible ? Avec, tout au fond, la question de l'universalité : existe-t-il un outil capable d'embrasser universellement tous les questionnements sociétaux, quels que soient les lieux ou les moments. Alors, à la question posée juste avant : comment l'autre doit-il s'y prendre pour devenir lisible ? La réponse est : ça dépend par qui on veut être lu. Si on veut être soutenu politiquement, économiquement, médiatique-

ment, etc., par l'Occident, alors on endosse le costume «laïque et démocratique», mais si on veut l'être par les riches pays du Golfe, alors on devient «djihadiste salafiste». Ni un discours ni un autre ne démontre que cela fait sens à l'intérieur du problème, mais, cela faisant sens à l'extérieur, ce sont des options stratégiques qui se retrouvent distribuées plus ou moins uniformément au sein des différents groupes locaux (j'exclus les groupes armés extérieurs, Aqmi par exemple) en fonction de leurs rapports de force. D'où le titre *Dans les mâchoires du chacal*. C'est un ami de Kidal qui a utilisé un jour cette expression pour m'expliquer l'inconfortable position touarègue depuis plus de cinquante ans : être pris en tenaille entre deux mâchoires, celle, arabo-musulmane, venue du Maghreb et du Golfe, et celle venue d'Occident, portée par le gouvernement de Bamako à travers le concept d'État-nation dans lequel toutes les spécificités n'ont plus qu'à se fondre, quitte à réapparaître ensuite sous forme de folklore. C'est un vrai débat.

M. L. : Pour les gens de ma génération, cette affaire commence dans les années 1970, illustrée par la détention de Françoise Claustre et le conflit entre Hissène Habré et Goukouni Oueddei. Tu m'as fait remarquer par ailleurs que cela relevait de l'histoire du Tchad. Cela montre bien à quel point tout ce qui concerne cette partie du monde est sujet à confusion. Pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui, il est donc nécessaire de faire un retour historique, quelques années en arrière.

G. B. : Il y a trois dates-clés importantes. La première, c'est le 12 avril 1904 lorsque les troupes françaises réalisent leur jonction en plein Sahara au puits de Timeiaouine. L'Algérie était alors un département et l'Afrique noire, une colonie, relevant donc de deux administrations différentes. Paris traça donc une ligne de démarcation passant par Timeiaouine, découpant en ligne droite le Sahara – et la société touarègue – en deux. Tant que cette ligne n'était qu'administrative, elle eut peu d'importance; elle en prit une quand elle devint frontière entre deux États, Mali et Algérie. La seconde date, c'est 1963. Dès 1959, on commençait à évoquer l'éventualité d'une indépendance et la création de ce nouveau pays. À cette évocation, tous les notables du nord, Songhaïs, Touaregs, Peulhs, Arabes, chefs traditionnels ou religieux, chefs de tribus, se réunirent à Gao. Ils écrivirent une lettre à De Gaulle lui demandant de leur rendre leur pays tel que la France l'avait trouvé en arrivant et que jamais ils n'accepteront d'appartenir à quelque entité politique que ce soit avec les «sudistes». D'autant plus que la France projetait de confier tout le pouvoir à ces derniers. Malgré cela, le Mali est créé fin 1961 (après quelques détours par une Fédération sénégal-soudanaise sans lendemain) et, aussitôt, l'armée nationale, composée exclusivement de gens du sud, envahit le nord... «Envahit» parce que, d'une part, ça a été vécu comme une invasion par les nordistes, et, de l'autre, parce qu'aucun sudiste n'avait jamais mis les pieds dans ce désert dont il ignorait jusqu'au nom. C'était donc littéralement une armée d'occupation, une seconde colonisation. Début 1963, une rébellion armée éclate dans la région de Kidal. La riposte «malienne» est hors de proportion : Bamako envoie des soldats par milliers, des blindés, des automitrailleuses, pour combattre une poignée de Touaregs à dos de chameaux. Ça a été un massacre : hommes et campements hachés à la mitrailleuse, femmes violées, puits empoisonnés, etc. Un véritable bain de sang. Les chefs rebelles tentèrent de trouver du soutien du côté de l'Algérie. Ben Bella les livra à Modibo Keita au nom de l'idéal socialiste (Keita était membre de la SFIO et de l'Internationale socialiste). Pour eux, ce n'était qu'une révolte de nomades féodaux, archaïques et nostalgiques de l'époque coloniale. Toute la région de Kidal est alors fermée et placée sous gouvernorat militaire. Pour ces enfants qui virent leurs parents torturés et assassinés sous leurs yeux, «Mali» était devenu synonyme de haine inextinguible. Kadhafi leur ouvra ses camps d'entraînement où, du Tchad au Liban, ils apprendront la guerre moderne. Enfin, dernière date-clé, mai 1990 : le déclenchement de la seconde rébellion. En moins de deux mois, l'armée malienne est défaite et chassée du nord par la rébellion. Le même scénario se reproduira à l'identique en mai 2006 et en mars 2012.

M. L. : Ce que tu viens de nous décrire montre à l'évidence que le problème du Nord-Mali déborde des limites de ce pays proprement dit.

L'essentiel des affrontements se passe dans ce que l'on peut appeler la bande sahélo-saharienne qui couvre à peu près 5 millions de km² et qui coupe cette partie de l'Afrique en deux. Autre question, le sous-sol de ces régions recèle-t-il des réserves de ce que l'on pourrait appeler des terres rares et autres minerais précieux?

Pour ces enfants qui virent leurs parents torturés et assassinés sous leurs yeux, « Mali » était devenu synonyme de haine inextinguible.

G. B. : Là, on touche un point sensible : l'Algérie. Le sous-sol regorge de pétrole, d'or, d'uranium. Le gouvernement malien a cédé des concessions à des compagnies internationales qui ont commencé à explorer la zone il y a une dizaine d'années. L'endroit le plus prometteur est Taoudenni, à l'ouest de Kidal. Mais la géologie s'en mêle : les nappes pétrolifères semblent interrompues entre Hassi-Messaoud et Taoudenni. Or le synclinal du sous-sol penche vers le Mali, ce qui fait qu'y extraire massivement l'or noir pourrait, m'a-t-on dit (je ne suis pas géologue), «vider» partiellement le sous-sol algérien. Son économie dépendant à 90 % du pétrole et du gaz, «on» dit donc que l'Algérie serait prête à tout pour empêcher cette exploitation. Alors, hasard ou manœuvre retorse, je ne sais pas, mais lorsqu'en 2001 le GSPC (qui deviendra Aqmi plus tard) enlève 21 touristes européens à Illizi en Algérie, il s'empresse de filer vers Taoudenni. Second hasard, Al-Para, le leader du GSPC, était à la fois un ancien des services secrets algériens (DRS) et le neveu d'un des généraux algériens les plus influents. L'irruption des djihadistes au Nord-Mali aurait été organisée par la DRS à la fois pour débarrasser l'Algérie du GSPC et rendre le Nord-Mali instable et dangereux, empêchant durablement toute exploitation du sous-sol.

M. L. : En fait, tu affirmes que le djihadisme dans cette partie de l'Afrique est un mirage qui sert les intérêts d'autres gens que les intéressés. L'Algérie d'une part, afin de préserver son pré carré, l'Arabie saoudite et ses amis afin d'avoir leur soutien financier, ce qui leur permet en prime de mettre un pied dans cette région. La question que je te pose maintenant : les groupes insurgés touaregs n'ont-ils pas vu les risques encourus?

G. B. : En juillet 2006, l'ADC (Alliance démocratique pour le changement), à l'origine de la troisième rébellion, après avoir chassé l'armée malienne du nord, s'est attaquée directement à Aqmi, tuant deux chefs militaires et de nombreux djihadistes. Ils ont rencontré en septembre à Paris des sénateurs, des ministres et les services français pour obtenir une aide financière et logistique. Leur objectif était d'éradi-

quer Aqmi qui, selon eux, entravait le développement de la région, comme expliqué plus haut. Fin de non-recevoir. Aqmi s'est vengé en octobre en attaquant une base rebelle dans l'Adrar, après quoi ils signèrent un pacte de non-agression. Sans surprise, les leaders de l'ADC de 2006 sont ceux qui fondèrent en 2011 Ansar ed-Dine, le seul mouvement djihadiste 100 % local, obtenant du Qatar ce qu'ils n'avaient pu obtenir de Paris...

M. L. : Pour masquer l'incompétence des services français, il va falloir prétendre défendre la civilisation!

G. B. : En effet, toute guerre a besoin d'une «histoire racontée». On se rappelle Bush et ses armes de destruction massive inventées de toutes pièces, ou Sarkozy vendant aux Français une population civile de Benghazi massacrée par Kadhafi... Kadhafi a de tout temps massacré les islamistes radicaux de Benghazi (ce sont ces mêmes islamistes senoussistes qui ont tué Charles de Foucauld), il a même pour cela été déclaré «pire ennemi de l'islam» par Ben Laden lui-même. Le story-telling de Hollande pour «nous» vendre sa guerre a été les «6 000 otages de Bamako», ces 6 000 Français qui allaient tomber aux mains des djihadistes lorsque ceux-ci prirent la route de Bamako le 10 janvier 2013, «nous» obligeant à intervenir en toute urgence. Sauf que... sauf que cela n'a jamais existé. Ce que ces djihadistes ont voulu faire, sachant qu'une opération militaire internationale se préparait, c'était de prendre l'aéroport de Sévaré. Sans Sévaré, pas d'intervention militaire possible. Mais on n'emmène pas une opinion publique faire la guerre pour un aéroport... Alors, on invente une histoire. S'ils avaient voulu prendre Bamako, c'était au printemps 2012 : l'armée était laminée, le gouvernement renversé et toutes les institutions à la dérive. Pourquoi attendre une résolution de l'ONU, une armée remise sur pied, l'Assemblée nationale reconstituée et un nouveau président fraîchement élu?

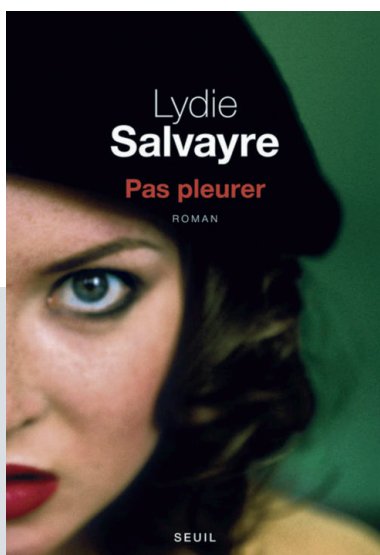
M. L. : Eh oui, Hollande face aux problèmes intérieurs français avait besoin d'une bonne guerre, franche, joyeuse et rapide. Elle n'est rien de tout cela et elle dure et durera. Ce qui fait dire à Antoine Glaser, journaliste spécialiste de l'Afrique que «la France est piégée au Mali pour de nombreux mois, sinon de nombreuses années». Nous arrivons à la fin de cet entretien. Je te remercie de nous avoir fourni toutes ces informations qui nous permettent d'avoir une idée de l'arrière-plan de ce conflit qui va encore continuer probablement longtemps, hélas. Je crois que nous avons bien compris que l'étiquette «djihadiste» montée en épouvantail par les médias est dans cette situation complètement opportuniste. Je ne peux qu'inviter le lecteur intéressé par ce qui se passe au Nord-Mali à se procurer ton excellent petit livre pour compléter ce que tu viens de nous évoquer. Merci Gael!

G. B. et M. L.

On lit *Pas pleurer*, et on pleure

Daniel Pinós Barrieras

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste



Lydie Salvayre, *Pas pleurer*, Le Seuil, 2014, 279 pages. Disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

«*PAS PLEURER*», murmurait Montse à sa petite Lunita, serrée contre sa poitrine, en tentant de rejoindre la frontière française lors de la Retirada. La guerre civile, opposant nationalistes et républicains, se rapprochait dangereusement de Catalogne. Partie seule avec son bébé, la jeune femme laissait derrière elle son enfance, son pays, et surtout l'été radieux de 1936, où elle crut avec tant de ferveur à l'amour et aux lendemains qui chantent pour tous.

Au début du livre, Montserrat se met un jour à raconter cette histoire. Quasiment nonagénaire, elle est atteinte de graves troubles de mémoire et a tout oublié de sa vie, absolument tout, même la naissance de sa cadette Lydie, tout sauf ce merveilleux été 1936 où des jeunes gens comme elles ont cru qu'un nouveau monde était possible. Alors elle raconte, et à une époque où le libéralisme a envoyé aux oubliettes les idéaux de la jeunesse de 1936, une époque où l'idée même de lutte des classes prête à sourire, l'infinie nostalgie qui se dégage de ce récit terrible est chargée d'une émotion rare.

Lydie Arjona, alias Lydie Salvayre, est née en 1948 (l'année de la mort de Bernanos), dans le sud de la France, d'un couple de républicains espagnols en exil : mère catalane, père andalou. Avec *Pas pleurer*, elle évoque pour la première fois, à 66 ans, son histoire familiale. Dans ce roman épique et puissant, elle entrelace les souvenirs révolutionnaires de sa mère, Montse, pendant la guerre d'Espagne, et la découverte par l'écrivain Georges Bernanos, fervent catholique, des exactions franquistes.

En contrepoints de l'histoire maternelle, Lydie Salvayre revient sur les massacres perpétrés par les franquistes et sur l'engagement de Bernanos aux côtés des républicains. Il était passionnément français, catholique et monarchiste. Il avait même épousé la descendante

d'un frère de Jeanne d'Arc et son fils avait revêtu l'uniforme bleu de la Phalange. On voit que rien n'inclinait l'auteur de *Sous le soleil de Satan* à soutenir le Frente Popular et que tout l'incitait à s'engager en faveur des « nationaux ». Mais voilà, en séjour à Majorque quand éclata, en juillet 1936, la guerre civile espagnole, Georges Bernanos fut choqué par la violence barbare et les rafles aveugles de l'armée franquiste, révolté par la complicité de l'Église avec les militaires putschistes et sa justification pieuse de la répression sanglante. Sous l'effet de la colère et de l'effroi, l'ancien camelot du roi écrivit *Les Grands Cimetières sous la lune*, un pamphlet, d'abord paru dans une revue de dominicains, qui lui valut d'être traité par ses amis de dangereux anarchiste et de voir sa tête mise à prix par le général Franco.

Montserrat Monclus Arjona, surnommée Montse, avait 15 ans en 1936. À sa fille, elle raconte les terreurs et les misères d'une enfance catalane dont celle-ci ne peut même pas avoir idée. Elle avait 15 ans. Elle appartenait à ceux que le clergé franquiste appelait « les mauvais pauvres », ceux qui « ouvrent leur gueule ».

Dans un savoureux mélange de français et d'espagnol, dans un « frañol » formidable (parfois hilarant), Montse raconte son été 1936 : « Il faut que tu saches, ma chérie, qu'en une seule semaine j'avais augmenté mon patrimoine des mots : despotisme, domination, traîtres capitalistes, hypocrisie bourgeoise, [...] j'avais appris les noms de Bakounine et de Proudhon, les paroles de Hijos del Pueblo [...]. Et moi qui étais une noix blanche, pourquoi tu te ris?, moi qui ne connaissais rien à rien, moi qui n'étais jamais entrée dans le café de Bendición par interdiction paternelle, [...] je suis devenue en une semaine une anarchiste de choc prête à abandonner ma famille sans le moindre remordiment et à piétiner sans pitié le corazón de mi mamá. »

Tout le talent de Lydie Salvayre est d'avoir su recréer le dynamisme et l'étonnante poésie de cette langue hybride, langue maternelle qui n'appartient qu'à la mère. On est subjugué par une telle prouesse d'écriture, même si d'autres textes l'ont précédée, et on se souvient en particulier du savoureux *Les Ritals* de François Cavanna.

Lydie Salvayre raconte l'arrivée, au village de ses parents, des idées révolutionnaires, et les chambardements qui s'en suivent. Car ces idées viennent percuter un monde immuablement rythmé par les saisons et les récoltes, régis par des principes ancestraux, « un village où les choses infiniment se répètent à l'identique, les riches dans leur faste, les pauvres dans leur faix », un monde « lent, lent, lent comme le pas des mules », un monde où les pères imposent leur autorité « à coup de ceinturon ».

***Pas pleurer* est un des textes les plus poignants que l'on ait écrit sur le « bref été de l'anarchie » et sur l'exil républicain espagnol.**

Ces idées nouvelles bouleversent l'ordre établi depuis des siècles, transportent les cœurs des uns, terrorisent les autres. Le village en est complètement retourné, et la ferveur générale des premiers moments se mue progressivement en conflit ouvert. La romancière donne à voir toute la complexité de la guerre civile espagnole sur la scène de ce petit village perché sur les hauteurs de la Catalogne.

Dans de nombreux villages de l'arrière-pays catalan à l'existence réglée par le calendrier liturgique de l'Église catholique, des jeunes gens se sont mis à lire Proudhon, Marx et Bakounine. Les plus hardis d'entre eux ont rêvé de « supprimer l'argent, collectiviser les terres, partager le pain ».

En pleine guerre civile, certaines villes et certains villages, tombés aux mains des révolutionnaires, se déclarent communes libres et instaurent dans leurs murs un système collectiviste authentiquement libertaire où – entre autres expérimentations audacieuses – l'argent est aboli. Montserrat a vécu cette parenthèse libertaire, ce temps suspendu où les pauvres ont pu lever la tête, avant que la rébellion soit écrasée dans le sang par les phalangistes et les militaires fascistes.

Montse, jeune et pauvre paysanne, vit avec exaltation la révolte libertaire qui secoue la terre espagnole et semble comme un face-à-face entre le bien et le mal. D'un côté, les grands propriétaires exploités (don Jaume), les partisans de Franco, ivres de haine et de violence, l'Église catholique, sans une once de charité. De l'autre, les ouvriers et les paysans qui se battent pour leur dignité et leur liberté. L'auteure évoque l'été 1936, « le plus beau, vif comme une blessure ». Celui où, emportée par la ferveur libertaire, elle quitte avec son fou-



gueux frère Josep le village familial. Avec son frère anarchiste, « un rouge » de la CNT, elle croit aux lendemains qui chantent et à la jeunesse du monde. Ils rejoignent à Barcelone les révolutionnaires venus de l'Europe entière pour soutenir le camp de ceux qui veulent changer le monde.

À Barcelone, elle rencontre un jeune Français, il s'appelle André et écrit. Ils se connaissent moins de vingt-quatre heures. Et ce fut aussi fort que toute une vie. Peu de choses ont compté pour Montse après cet été 1936, où elle avait rejoint le camp libertaire. Enceinte de ce bel amant français, qui partait au front aragonais, elle dut se résigner à épouser Diego, un notable communiste, pour ne pas laisser tout un village cancaner sur sa condition de fille-mère. Forcée de s'exiler, elle s'installa dans un pays, la France, où elle s'appliqua à métisser la langue, au grand dam de ses filles...

Les « questionnements » de Lydie Salvayre ont trait au silence des démocraties bourgeoises, aux rugissements inattendus du catholique et royaliste Bernanos, témoin horrifié du massacre des innocents à Palma de Majorque, et aux manoeuvres équivoques des

staliniens dans les lignes arrière du camp républicain. À travers le destin tragique de Josep, le frère de Montse, la romancière se souvient qu'une guerre au cœur de la guerre civile espagnole fut celle qui opposa les anarchistes de la CNT-FAI et les marxistes antistaliniens du Poutm aux commissaires politiques des Brigades internationales et du Komintern. Une histoire occultée « par les communistes espagnols, occultée par les intellectuels français, qui étaient presque tous à cette époque proches du PC ».

Ce livre est un très bel hommage à ces mères de l'exil – les nôtres – qui ont vécu dans la douleur l'arrachement à leur terre et à leur espoir. Car, pour elles, chaque mot prononcé, chaque phrase construite, réclamait un courage de tous les instants pour se confronter à une langue qui leur résistait, et parler tout de même. On lit *Pas pleurer* et on pleure : l'évocation de ce français encombré, malhabile et volubile, pour dire le regret d'une révolution enterrée et la dureté d'une vie de femme dans le siècle, constitue probablement un des textes les plus poignants que l'on ait écrit sur le « bref été de l'anarchie » et sur l'exil républicain espagnol.

D. P. B.

Une *Histoire mondiale* de l'anarchie pour réfléchir

Frank Mintz

J'AI D'ABORD feuilleté et abordé le livre avec des inquiétudes. L'importance accordée à l'iconographie ne nuit-elle pas à la place du message anarchiste ? N'est-il pas absurde de réduire en une colonne par page l'exposé et le sens de la pensée de Bakounine, Kropotkine, Reclus, etc., de même que pour des événements de portée universelle comme la Commune de Paris, la révolution makhnoviste en Ukraine, etc. ?

Un travail réussi

Même si je connais le sérieux d'une partie des personnes que l'auteur remercie pour leur aide, j'étais dubitatif. Mais je me suis lancé dans la lecture et j'ai été si agréablement séduit que j'ai lu rapidement le livre et que j'en tire la satisfaction d'un travail réussi. J'estime important d'insister sur les aspects constructifs, ainsi que sur le sens proposé/imposé par l'auteur. Et, bien entendu, je vais exposer quelques réactions.

La trame tissée par Gaetano Manfredonia – deux pages consacrées à un aspect libertaire avec l'iconographie adaptée – l'a obligé à faire un choix forcément subjectif, mais tout à fait acceptable dans l'ensemble (je me serai quand même passé de La Cecilia).

Les penseurs anarchistes sont bien présentés, et en particulier Pierre-Joseph Proudhon (pages 20 et 24) et Pierre Kropotkine (page 48). Bakounine, par contre, est beaucoup plus que celui qui prophétise la dégénérescence du marxisme au pouvoir. Tous les adversaires du socialisme – de la droite rusée à la plus abjecte – l'ont aussi prédit. L'abîme qui sépare Bakounine de tous les ennemis de la révolution sociale (en particuliers les léninistes), c'est la dénonciation de la domination, de la tutelle sur autrui. C'est un des fondements du capitalisme et, simultanément, c'est la base de l'assujettissement dans une future société faussement émancipatrice.

L'article «Les kibboutz : un non-échet exemplaire ?» me semble trop doux. Une tentative socialiste qui refuse en son sein les non-juifs et les Arabes n'est qu'une parodie de socialisme. En admettant l'éviction de

leurs terres des Palestiniens pour y bâtir des kibboutzim, les partisans de ce système ne pouvaient que sombrer dans le chauvinisme et la transformation d'une grande partie des kibboutzim en zone de consommation effrénée et en ateliers spécialisés de l'industrie de guerre.

L'iconographie, soulignée avec insistance dans le texte de la quatrième page de couverture, répond en grande partie à ses promesses. Et il faut ajouter que, si l'image s'impose immédiatement à la vue, le texte de Gaetano Manfredonia saisit le lecteur en associant la brièveté à l'efficacité.

Quelques erreurs et imprécisions

Par contre, si la présentation de Nestor Makhno est exacte, l'image (page 167) qui l'accompagne est à récuser, car Makhno a toujours refusé que son mouvement soit associé à l'image d'extermination inhérente aux léninistes et aux fondamentalistes chrétiens, juifs et musulmans. Manfredonia indique lui-même, page 79, les limites que les «anarchistes» imposent à la violence.

Une autre confusion, bien plus grave, apparaît page 224 où l'auteur attribue aux libertaires espagnols la pitoyable expédition de 1944 du Parti communiste espagnol dans le Val d'Aran (petite zone espagnole dans les Pyrénées françaises).

L'article «Luttes anticoloniales : le rendez-vous manqué» (page 236) n'est en fait que la présentation de positions existant uniquement en France. Il aurait fallu voir les mouvements de langue castillane, par exemple en 1978 : *Mouvement libertaire : pour ou contre les luttes de libération nationale ? En finir avec les colonies.*

Pour les influences intellectuelles en France avant 1968, placer les buts de la revue *Socialisme ou Barbarie* (page 244), indifférente vis-à-vis des idées anti-autoritaires (et en interne toujours en quête du grand parti de la lutte de la classe ouvrière, mot d'ordre de Castoriadis pour les élections cantonales de 1961), à côté du travail de sape du Daniel Guérin est une plaisanterie. Il me semble que *L'Homme révolté* d'Albert Camus offre un



Gaetano Manfredonia, *Histoire mondiale de l'anarchie*, Textuel et Arte éditions, 2014, 288 pages. Disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.



Protestation, aux États-Unis, contre l'exécution des anarchistes Sacco et Vanzetti.

message idéologique bien plus clair que celui de *Socialisme ou Barbarie*. Quant à la revue *Noir et Rouge*, elle a exercé une influence considérable dans notre milieu puisqu'elle était la seule à discuter le passé anarchiste et à s'ouvrir à la réalité sans cacher ses idées anarchistes. Mais il est vrai que les médias se focalisèrent sur elle en mai 1968 puisqu'un certain Dani en faisait partie.

Les mouvements étudiants dans le monde durant les années 1960, mai-juin 1968, sont assez bien présentés et illustrés. Il en va de même pour l'écologie, et il aurait été bon de donner l'essentiel du sens des bulles en italien de la BD antinucléaire (page 261), car le message est bien actuel : « –Vous êtes des utopistes, des rêveurs! – Mon idéal c'est l'anarchie et elle va vers la liberté, ta réalité conduit à la destruction, à la mort! »

Un usage contestable des étiquettes

Le terme «anarchiste» pose en revanche problème à l'auteur et, sans doute par contrecoup, au lecteur. Dans l'article intitulé «Espagne libertaire», il est question de «milices anarchistes», des «anarchistes [qui] refusent d'utiliser la force pour convaincre» (page 202). Puis, dans «La double défaite du prolétariat espagnol», il est encore question d'«anarchistes» et «des centaines de milliers de républicains» qui s'enfuient de l'Espagne fasciste (page 210). Par contre, le lecteur rencontre les termes «anarchosindicalistes espagnols» (page 242), puis «l'anarchosindicalisme ibérique». En quoi les anarchistes espagnols

sont-ils distincts, pour l'auteur, des anarchosindicalistes espagnols? Si ce sont les mêmes, pourquoi évoquer «le reflux de l'anarchosindicalisme» (page 266) qui est en partie renvoyé aux oubliettes (page 219)? La clé, pour comprendre la pensée de Gaetano Manfredonia, est sans doute dans la phrase suivante : «Si l'anarchisme se découvre incroyable, il est forcé de reconnaître qu'il est destiné à rester durablement minoritaire» (page 241). À mon avis, l'auteur attribue – dans le cas de l'Espagne – les succès aux «anarchistes» (ce qui suppose

« Mon idéal c'est l'anarchie et elle va vers la liberté, ta réalité conduit à la destruction, à la mort! »

des groupes clos, donc élitistes et minoritaires) et les erreurs aux «anarchosindicalistes» (des syndicats ouverts à tous ceux qui pratiquent la défense directe des salariés contre l'exploitation sociale, sans exiger d'eux une étiquette idéologique ou un rejet de la religion). Le problème est que près d'un million de travailleurs gravitaient autour de la confédération anarcho-sindicaliste CNT et quelques milliers étaient influencés par des groupes anarchistes, parfois violemment antisindicaux, même en 1936.

Comment Gaetano Manfredonia résout-il dans sa conclusion les problèmes posés

par son usage discutable des étiquettes? Paradoxalement, il s'appuie sur une des nombreuses affirmations prémonitoires et antitriumphalistes de Louis Mercier-Vega : «Les poussées, les revendications, les méthodes de l'anarchisme ne dépendent pas nécessairement d'un catéchisme abondamment répandu, ni même de la présence de militants convaincus, ardents dans l'œuvre de prosélytisme, non plus que d'une organisation libertaire agissante. Elles peuvent naître spontanément comme réactions à des situations de fait. Elles sont parfois des réponses naturelles à des problèmes fréquemment posés» (page 274).

Au lieu de s'appuyer sur cette constatation éclairante et qui s'applique parfaitement aux secousses sociales en Tunisie, en Égypte, en Bosnie Herzégovine (2014), après sa description-évoquant d'épopées et d'héroïsme anarchistes, l'auteur écarte l'anarchisme comme mouvement de masse et reprend son affirmation sur l'anarchisme «durablement minoritaire» : «L'anarchisme est donc très probablement destiné à rester une force minoritaire à l'échelle mondiale». La dernière phrase du livre parle est, malgré tout, optimiste : «C'est, d'ailleurs, seulement en restant fidèle à lui-même [...] que l'anarchisme pourra continuer à jouer avec profit son rôle d'aiguillon au sein des mouvements sociaux à venir.»

Il est probable que ces tâtonnements de l'auteur vont amener indirectement le lecteur à réfléchir sur sa lecture. Et, en définitive, c'est l'objectif de tout livre consacré à nos idées et cette *Histoire mondiale de l'anarchie* à l'avantage de flatter la vue, en lui apportant du savoir.

F. M

Contre le **FN**, la lutte et la solidarité

BIEN CONNAÎTRE pour mieux combattre. L'ouvrage de Valérie Igounet intitulé *Le Front national de 1972 à nos jours* contribue à alimenter la réflexion des militants pour combattre ce mouvement d'extrême-droite. Après la Seconde guerre mondiale, l'extrême droite est discréditée, elle ne pèse plus rien en termes électoraux. Pourtant la bête n'est pas morte. L'auteur fait un travail d'historien pour présenter l'évolution de ce groupuscule fondé en 1972 agglomérant d'anciens collaborateurs de Vichy, d'anciens Waffen SS de la division Charlemagne, des poujadistes, des membres d'Ordre nouveau.

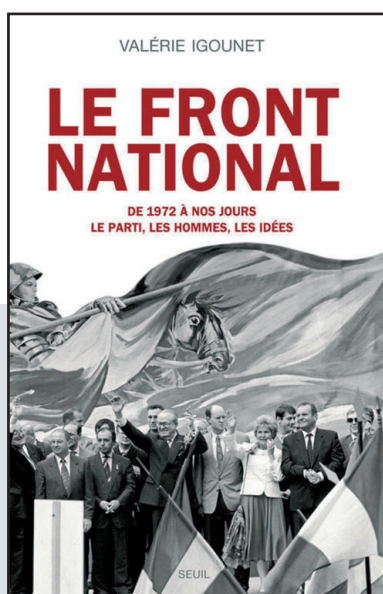
Un héritage fasciste

Le Front national (FN) a vocation à regrouper tous les nationaux sans exception sous la houlette de JM Le Pen connu pour son comportement en Algérie et ses condamnations pour diffusion de disques à la gloire de Pétain. Un temps soutenu par les fascistes italiens du MSI qui lui donnent l'autorisation de reprendre la flamme tricolore en guise de drapeau, le FN reste faible et les partis dits institutionnels ne s'inquiètent pas de son existence. Pourtant, son idéologie reprend les thèmes classiques de l'extrême droite : la lutte contre l'immigration, l'insécurité, l'antisémitisme. Les mots sinistres de son leader historique démontrent que même si la dédramatisation anime le discours officiel repris par Marine Le Pen, la réalité profonde de ce mouvement ne change guère et si par malheur, il arrivait au pouvoir, il mettrait en œuvre une politique d'exclusion et de rejet à l'égard des étrangers. Il se définit comme droite sociale, populaire et nationale. Deux de ces adjectifs montrent bien son état d'esprit, d'autant que le mouvement extrémiste Ordre nouveau dissous dans les années 1970 constituait sa base militante d'origine. Ces références internationales à cette même période étaient l'Espagne franquiste, la Grèce des colonels et le Chili de Pinochet.

Un danger plus perfide

À partir de 1985-1986, le FN se développe en s'appuyant sur le développement du chômage pour en attribuer la responsabilité aux étrangers. Le mouvement se structure et théatralise ses meetings à l'instar des rassemblements fascistes en faisant appel aux mêmes pulsions. Les élections lui sont inégalement favorables, la fragilité apparente de son recrutement, les révolutions de palais, les confusions programmatiques ne l'empêchent pas de gagner des mairies et de montrer la réalité de sa politique : hystérie sécuritaire, mise au pas de la culture, baisse des subventions sociales, préférence nationale, le tout avec une incompetence sidérante. Nous pourrions presque dire que cette incapacité à gérer est source de soulagement. C'est à partir de 2006 que le FN se professionnalise en affinant son discours et en reprenant à son compte des termes, des concepts républicains, voire de gauche et de gauche radicale. C'est un danger beaucoup plus perfide, les candidats sont relookés, finis les crânes rasés en première ligne (même s'ils ne sont pas loin derrière), le discours est policé, les militants sont formés au porte à porte, à la prise de parole. Ils se prétendent les défenseurs de la laïcité, mais une laïcité d'exclusion, le rejet de l'étranger pratiquant une autre religion que celle que le FN considère comme nationale. Ils tentent de réécrire l'histoire, notamment la période de Vichy ou de la colonisation en Algérie. Ils se présentent comme proches des ouvriers. Ce camouflage ne doit tromper personne, ce mouvement reste d'extrême droite et l'actualité dans les communes qu'ils gèrent montre que nous devons rester vigilants mais surtout actifs pour dénoncer et expliquer que même dans les difficultés quotidiennes, ce n'est pas par l'exclusion mais au contraire par les luttes et la solidarité que nous pourrions aller vers une vie meilleure.

FPC



Valérie Igounet, *Le Front national, de 1972 à nos jours*, Le Seuil, 2014, 496 pages. Disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

RADIO LIBERTAIRE

Jeudi 4 novembre

15:00>16:30 **Bibliomanie**. Stéphane Lambert pour Nicolas de Staël, *le vertige et la foi* paru aux éditions Arléa.

Vendredi 5 novembre

16:00>17:30 **Sortir du colonialisme**. Une émission internationaliste qui cherche à comprendre et combattre la persistance et les ravages du colonialisme d'hier et d'aujourd'hui.

Samedi 6 novembre

17:00>19:00 **Bulles noires**. Hercule Poirot revient dans une aventure inédite, *Meurtre en majuscules*. Comment et pourquoi Sophie Hannah a-t-elle eu la permission de faire du Agatha Christie? La réponse dans cette émission avec la directrice de collection du Masque.

Lundi 8 novembre

16:00>18:00 **Trous noirs**. Philippe Pelletier pour *L'anarchisme*, *Vent debout !* et David Doillon pour *Viva la Social !*.

Mardi 9 novembre

18:00>19:30 **Pas de quartiers...** Prenant prétexte du *Livre de l'intranquillité* de Pessoa, Albert Piette vient présenter sa façon originale de concevoir l'anthropologie.

Mercredi 10 novembre

18:30>20:30 **Femmes libres**. Les Éditions Talents hauts proposent deux lignes éditoriales : la lutte pour l'égalité des sexes et la lecture bilingue sans traduction.

Hommage à la gorgée de bière !

LES AUTEURS allemands ont toujours été mal traduits en français. Ou plutôt oubliés ! Bien sûr, je ne parle pas de Goethe, Kant, Schiller ou Heine, pour ne citer qu'eux... Mais plutôt de la poétesse Else Lasker-Schüler ou de Georg Trakl, figures marquantes de l'expressionnisme allemand et du Berlin du début du xx^e siècle¹. Quant aux auteurs anarchistes ou proches, les récents efforts militants comblent certes le retard, mais quand aurons-nous l'intégrale des *Mémoires* de Rudolf Rocker²? Car il était bien entendu dans les massmédias que la vision de l'Allemagne devait suivre les contours d'un monde façonné par l'ordre prussien ou les diverses versions du marxisme...

Tout ça pour se réjouir de la publication aux excellentes éditions Rue des Cascades de Schluckebier («gorgée de bière», en langue allemande). Traduit par Lucie Roignant, ce roman de Georg K. Glaser retrace la vie d'un jeune prolétaire de la Première Guerre mondiale. Entre prisons, asiles pour sans-abri, maisons de correction et boulots de misère, il entrevoit la montée du nazisme, sans le nommer. Il a le monde entier pour ennemi et pour lui c'est «facile»: «On peut cogner les yeux fer-

més, on touchera son ennemi à tous les coups.» Donc un autre récit de l'Allemagne avant la dernière guerre mondiale.

Georg K. Glaser (1910-1995), nomade communiste des années de braise, apatride définitif, libertaire inclassable, écrivain de qualité et artisan dinandier de talent, vécut à Paris de 1935 à sa mort. Les éditions Agone ont publié son *Secret et violence. Chronique des années rouge et brun (1920-1945)* en 2005.

Loulou Barbesois

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

1. Tout n'est pas désolant dans ce début tant décrié du xxi^e siècle, pour Trakl voir Flammarion et pour Else, la collection feuilles d'herbe, Éditions Héros-Limite.

2. Le mouvement libertaire de langue espagnole a traduit et publié depuis belle lurette toute l'œuvre de Rocker ! Saluons dans notre Hexagone les camarades de À contretemps pour Rudolf Rocker et Gustave Landauer.

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



AGENDA

Vendredi 5 décembre

Paris XI^e

16h30. Rencontre et débat avec Sébastien Fontenelle autour de son livre *Editocrates sous perfusion* (Éditions Libertlia). Les journaux et magazines «de référence» publient régulièrement de longues exhortations à «réduire la dépense publique», et des anathèmes contre «la France des assistés». Mais depuis trente ans, ces mêmes publications sont littéralement gavées de millions d'euros d'aides publiques... Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Samedi 6 décembre

Chambéry (73)

14 heures, rassemblement devant la préfecture dans le cadre de la Journée mondiale contre les projets nuisibles et imposés.

Paris XI^e

19 heures. Rencontre et débat avec Jacques Lesage de La Haye autour de son livre *Psychanalyse corporelles et sociale: l'analyse reichienne* (Éditions Chronique sociale). Cet ouvrage présente l'analyse reichienne et ses différents concepts. Il les restitue dans les débats rencontrés entre les écoles psychanalytiques. À l'heure d'un renforcement du désir d'une harmonie entre l'homme et son environnement, ses travaux précurseurs seront un précieux matériau. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Jeudi 11 décembre

Saint-Imier (Suisse)

20h30. *Histoire mondiale de l'anarchie*, conférence avec Gaetano Manfredonia. Espace noir, 29, rue Francillon. Entrée libre.

Vendredi 12 décembre

Besançon (25)

20h30. *Histoire mondiale de l'anarchie*, conférence avec Gaetano Manfredonia. Librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz. Entrée libre.

Samedi 13 décembre

Rouen (76)

15 heures. Rencontre avec René Berthier autour de son nouveau livre *Kropotkine et la Grande Guerre*. Librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire. Entrée libre.

Samedi 13 décembre

Paris XI^e

16h30. Rencontre et débat avec des camarades de la CGA (Coordination des groupes anarchistes) autour de la publication de leur brochure: *Crises, analyses libertaires* (Éditions Brasero social). Une analyse de la crise et de ses conséquences. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Samedi 13 décembre

Port-sur-Saône (70)

20h30. *Histoire mondiale de l'anarchie*, conférence avec Gaetano Manfredonia. Cité du Bon Secours, rue de l'Église. Entrée libre.

Vendredi 19 décembre

Paris XI^e

19 heures. Rencontre et dédicaces avec Latrique et Akar le Rouge les auteurs de la BD *Capitaine Anarchy*. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Samedi 20 décembre

Paris XI^e

16h30. Résistances en musique et au cinéma. En présence de Michèle Rollin et Jean Rochard. Musique avec l'album *Chroniques de résistance* de Tony Hymas (Éditions Nato): des chansons, des poèmes et des instrumentaux. Suite en 27 morceaux pour les résistants du passé, du présent et du futur. Cinéma avec un film Michèle Rollin: Femmes de bonne volonté. Six femmes inconnues, dont l'enfance se déroule durant la Première Guerre mondiale, portent des regards croisés sur leur engagement pacifiste, antifasciste, de gauche, en France, en Allemagne, en Espagne entre les deux guerres. Nous les retrouverons confrontées au stalinisme, au nazisme, à l'écrasement de l'Espagne libertaire. Leurs idéaux résisteront-ils à la montée des périls? Librairie du monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.



**Actuellement dans
tous les bons kiosques à journaux !**



www.monde-libertaire.fr